LES CITADINS INVISIBLES: PAUVRETÉ ET INÉGALITÉS DANS LES VILLES AFRICAINES À CROISSANCE RAPIDE

MARS 2022

Auteur: Dr. Beryl Adongo Oranga

THE NEW SCHOOL

JUSTCITY

FRIEDRICH EBERT STIFTUNG

LES CITADINS INVISIBLES: PAUVRETÉ ET INÉGALITÉS DANS LES VILLES AFRICAINES À CROISSANCE RAPIDE

DR. BERYL ADONGO ORANGA

MARS 2022

© Bureau de la Friedrich-Ebert-Stiftung Kenya, 2022

Tous droits réservés. La reproduction de toute partie de cette publication sans l'autorisation écrite de l'éditeur est interdite, sauf pour de brèves citations dans des livres ou des revues critiques. Pour toute information et autorisation, adressez-vous au bureau de la Friedrich-Ebert-Stiftung Kenya.

Les opinions exprimées sont la responsabilité des auteurs individuels et ne reflètent pas nécessairement les opinions de la Friedrich-Ebert-Stiftung Kenya.

Crédits photos: Shutterstock

REMERCIEMENTS

L'auteur souhaite remercier Lydia Caldana de la New School pour son aide considérable dans l'analyse documentaire et la transcription des entretiens. En outre, l'auteur aimerait remercier les personnes suivantes pour leur contribution inestimable, leurs connaissances et leur gentillesse: Dr Abdoul Alpha DIA, Dr Cherif Salif SY, Cheikh Ahmed Bamba Diagne, Djimingue Nanasta, Dan Owalla, Lavender Namdiero, Ezekiel Oeri, et Ken Njiru. Enfin, l'auteur tient à exprimer sa reconnaissance aux bureaux nationaux de FES du Kenya et du Sénégal pour leur soutien tout au long de l'étude.

Friedrich Ebert Stiftung, bureau du Kenya
programmes@fes-kenya.org
P.O. Box 14932-00800
Nairobi, Kenya

BIENVENUE CHEZ BARRY LINSAN

CONTENTS

01 | Contexte et justification

05 | Méthodologie

07 | Lien entre croissance économique et inégalités

20 | Etude de cas: L'accès à l'éducation de base en tant que bien public

32 | Discussion: Synthèse des conclusions

38 | Le chemin vers des villes justes

43 | Références

49 | Annexe

Contexte et justification

01

"L'extrême pauvreté est un fléau qui n'affecte pas seulement ceux qui en souffrent. Il est ressenti dans le monde entier et a inéluctablement un impact négatif sur l'ensemble de l'humanité, y compris sur ceux qui vivent dans le confort et l'opulence. " Nelson Mandela

La fondation Friedrich-Ebert-Stiftung (FES) promeut une transition vers la ville juste en Afrique, selon quatre principaux piliers: dignité[1], équité et diversité[2], droits et responsabilités[3], et démocratie[4]. Dans sa contribution à cette base de connaissances, la présente étude sera axée sur les résidents qui sont les principales victimes d'injustices et qui n'ont aucun moyen d'y échapper, également connus sous le nom de "*citadins invisibles*"

QUI SONT LES CITADINS INVISIBLES?

La majorité des citadins africains vit une vie de rêves brisés, car les plans et les politiques des villes continuent de favoriser les groupes minoritaires à revenu moyen et élevé. Ces « citadins invisibles », notamment les pauvres, les enfants, les jeunes, les femmes et les personnes handicapées, ne sont pas pris en compte dans les plans et programmes des villes et ne sont souvent considérés qu'à travers des approches symboliques. Ils restent également invisibles dans les médias grand public.
Friedrich Ebert Stiftung les définit comme « les principales victimes de l'injustice qui n'ont aucun moyen d'y échapper ».

Malgré les diverses dispositions des nouvelles institutions urbaines en faveur de la participation citoyenne, il existe encore de nombreux invisibles urbains dont les opinions ne sont jamais entendues et qui sont exclus des sphères décisionnelles. Ces invisibles sont:

- Les invisibles démographiques (habitants de quartiers informels et travailleurs du secteur informel qui sont ignorés par les prestataires de services et les décideurs);
- Les invisibles numériques (les net-citoyens qui sont connectés numériquement mais qui ne sont visibles que les uns pour les autres, et non pour les décideurs);
- Les invisibles de la mobilité (les personnes, notamment les enfants, les femmes enceintes et les personnes handicapées, qui éprouvent des difficultés ou sont dans l'impossibilité d'utiliser les transports publics urbains);
- Les invisibles des médias (ceux qui sont ignorés par les grands médias, qui ont tendance à se concentrer sur les sujets à sensation plutôt que sur ceux qui mettent en lumière les nombreux défis auxquels sont confrontés la majorité des citadins pauvres.).

L'inclusion des citadins invisibles dans les processus décisionnels des villes et la prise en compte de leurs besoins dans les infrastructures et la planification urbaines contribueraient grandement à la création de « villes justes » en Afrique.

Source: Bureau de la Friedrich Ebert Stiftung Kenya, 2020

1. "C'est le droit d'un individu ou d'un groupe à être apprécié, respecté et traité de manière éthique. C'est reconnaître la valeur d'un individu ou d'un groupe. Elle implique le respect de l'individu ou d'un groupe indépendamment de son statut socioéconomique ou politique perçu " (FES, 2020, p.10)
2. " Une ville équitable est une ville où l'espace et les profits sont partagés équitablement entre les citoyens. Une ville de diversité est une ville où l'on comprend que les processus démocratiques peuvent entraîner l'exclusion d'autres personnes (en particulier les minorités) et où des mesures sont mises en place, en conséquence, pour garantir la justice pour tous, y compris pour les minorités et les visiteurs " (ibid.).
3. "Une ville où les droits de tous les citoyens et visiteurs sont respectés. En contrepartie de ces droits, les citoyens assument leurs responsabilités dans les affaires de la cité et dans le développement de leur ville" (ibid.).
4. "Une ville où les citoyens prennent des décisions collectives basées sur le principe de la majorité éclairée, mais dans le respect de la dignité de tous et en tenant compte de l'équité et de la diversité " (ibid.).

L'accent mis sur les citadins invisibles est particulièrement crucial car le nombre de personnes vivant dans la pauvreté en Afrique continue de croître malgré les interventions déployées. En d'autres termes, s'il y a eu une réduction de la proportion de personnes vivant dans la pauvreté, le rythme de cette réduction par rapport à la croissance démographique a été trop lent. Par conséquent, malgré cette réduction, 490 millions de personnes sont toujours en situation de pauvreté aujourd'hui, contre 284 millions en 1990 (Banque Mondiale, 2020: Aide au développement, 2021). En outre, on estime que 60% de la population urbaine totale des pays africains résident dans des bidonvilles ou des quartiers informels (UNICEF, 2020).

Les taux d'urbanisation élevés aggravent davantage la pauvreté. Actuellement, l'Afrique est la région la moins urbanisée du monde; pourtant, le taux d'urbanisation (3,99%) y est plus élevé que dans les autres régions du monde (1,83%)[5]. Avec ces taux élevés d'urbanisation, la population africaine devrait doubler d'ici 2050. Environ 70% de cette population vivra dans des zones urbaines. Si l'urbanisation a entraîné une forte croissance économique dans d'autres régions, la croissance n'a pas été suffisante en Afrique pour améliorer le bien-être humain[6]. Une approche de développement plus inclusive est nécessaire pour faire face aux taux d'urbanisation élevés auxquels s'ajoutent une forte informalité et une faible croissance économique.

Il est crucial d'adopter une approche de développement inclusive dans ce contexte marqué par des taux d'inégalité élevés. Ces données sur les inégalités doivent être considérées dans un cadre plus large couvrant les inégalités intra-urbaines et les inégalités entre les zones urbaines et les zones rurales. Alors que les données sur la pauvreté sont suffisamment évidentes pour les statisticiens, elles ne peuvent être interprétées que par rapport à la distribution des revenus, des actifs et des possibilités au sein des zones urbaines dans leur ensemble. Il convient de souligner que les inégalités intra-urbaines ne sont pas seulement une conséquence des opportunités de revenus et de la manière dont les individus se frayent un chemin sur les marchés du travail urbains, mais aussi de la manière dont les politiques gouvernementales nationales et locales elles-mêmes contribuent aux différentes formes d'inégalité[7]. Par exemple, la politique fiscale, tant au niveau des dépenses que des recettes, peut contribuer de manière significative aux inégalités.

Tandis que la croissance économique est essentielle pour améliorer le bien-être humain, les politiques de réduction des inégalités et de la pauvreté qui ciblent les pauvres peuvent exercer une influence significative sur le bien-être (Oranga, 2020). Cela est d'autant plus important que les pauvres n'ont pas accès aux biens de première nécessité tels que l'eau, les denrées alimentaires, les soins de santé, l'éducation, le logement décent et les installations sanitaires, entre autres. De plus, dans plusieurs pays, la prime[8] urbaine se dégrade. Ces lacunes soulignent la nécessité de concevoir des politiques inclusives et justes pour garantir que les services urbains sont inclusifs et accessibles, y compris pour les citadins invisibles. Ainsi, cette étude cherche à comprendre les tendances et les moteurs de la pauvreté et des inégalités. En outre, en se penchant sur le cas de l'accès à l'éducation de base, le présent document cherche également à déterminer si la fourniture de biens publics est juste et comment elle peut être améliorée.

La présente étude est structurée comme suit: la section 2 présente la méthodologie, la section 3 analyse le lien entre l'urbanisation, la croissance économique et les inégalités. Plus précisément, cette section décrit la relation entre l'urbanisation et la croissance économique en Afrique en prenant comme exemples les cas du Kenya et du Sénégal. La section fait ressortir les tendances en matière de pauvreté, d'inégalités et de développement humain, puis examine les manifestations et les moteurs des inégalités. Enfin, la section examine l'impact de la Covid-19 sur l'économie et la population en général. La section 4 étudie la pertinence de l'offre d'éducation comme bien public à Nairobi et à Dakar et se concentre sur trois aspects clés: l'abordabilité, l'accessibilité et l'adéquation. La section 5 discute et fait la synthèse des résultats à la lumière de la documentation de référence. Enfin, la section 6 fournit des pistes clés pour réduire les inégalités et faire en sorte que les citadins invisibles bénéficient de l'urbanisation et de la fourniture de biens publics.

5. Banque Mondiale (2020). Taux de croissance annuel de la population. https://data.worldbank.org/indicator/SP.URB.GROW?locations=ZG-1W
6. Brookings. (2020). Prerequisite to Getting Africa's Urbanization "Right." https://www.brookings.edu/blog/africa-in-focus/2020/01/21/prerequisites-to- getting-africas-urbanization-right/
7. Une étude sur le rôle des dépenses publiques locales à Buenos Aires a montré que 11,5% de la population recevait 68% des dépenses, voir Michael Cohen et Dario Debowicz, "The Five Cities of Buenos Aires, (UNESCO, 2004)
8. "La prime urbaine résume l'idée que les villes bien structurées génèrent des résultats économiques et sociaux de haut niveau " (Turok, 2016, p. 235). (Turok, 2016, p. 235).

Méthodologie

02

La présente étude utilise une méthode mixte: tout d'abord, la documentation existante a été examinée pour comprendre l'étendue de la pauvreté et des inégalités au Kenya et au Sénégal, en mettant l'accent sur les villes. Par ailleurs, des données provenant des indicateurs de développement mondial de la Banque Mondiale et des rapports sur le développement humain du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) ont été utilisées pour effectuer une analyse descriptive afin de compléter l'analyse documentaire. Enfin, des guides d'entretien ont été élaborés et administrés aux sources d'information clés. Les guides se sont concentrés sur le cas de l'accès à l'éducation dans les villes.

L'objectif principal est de déterminer dans quelle mesure l'éducation, en tant que bien public, est accessible à la population en général, en particulier pour les citadins invisibles, et comment cet accès peut être rendu juste. La conceptualisation de l'éducation en tant que bien public juste s'appuie sur un cadre qui utilise trois perspectives: l'abordabilité (non-excluabilité), l'accessibilité physique (non-rivalité) et l'adéquation (bonne qualité) de l'éducation pour tous, y compris pour les citadins invisibles (voir section 4.1 pour plus de détails sur le cadre juste). L'étude se termine par une synthèse et une discussion sur les résultats et la documentation disponible sur lesquels elle se base pour formuler des recommandations.

La conceptualisation de l'éducation comme bien public juste s'appuie sur un cadre qui utilise trois perspectives: l'abordabilité (non-excluabilité), l'accessibilité physique (non-rivalité) et l'adéquation (bonne qualité) de l'éducation pour tous, y compris pour les citadins invisibles.

Lien entre croissance économique et inégalités

03

3.1 Urbanisation et croissance économique en Afrique subsaharienne

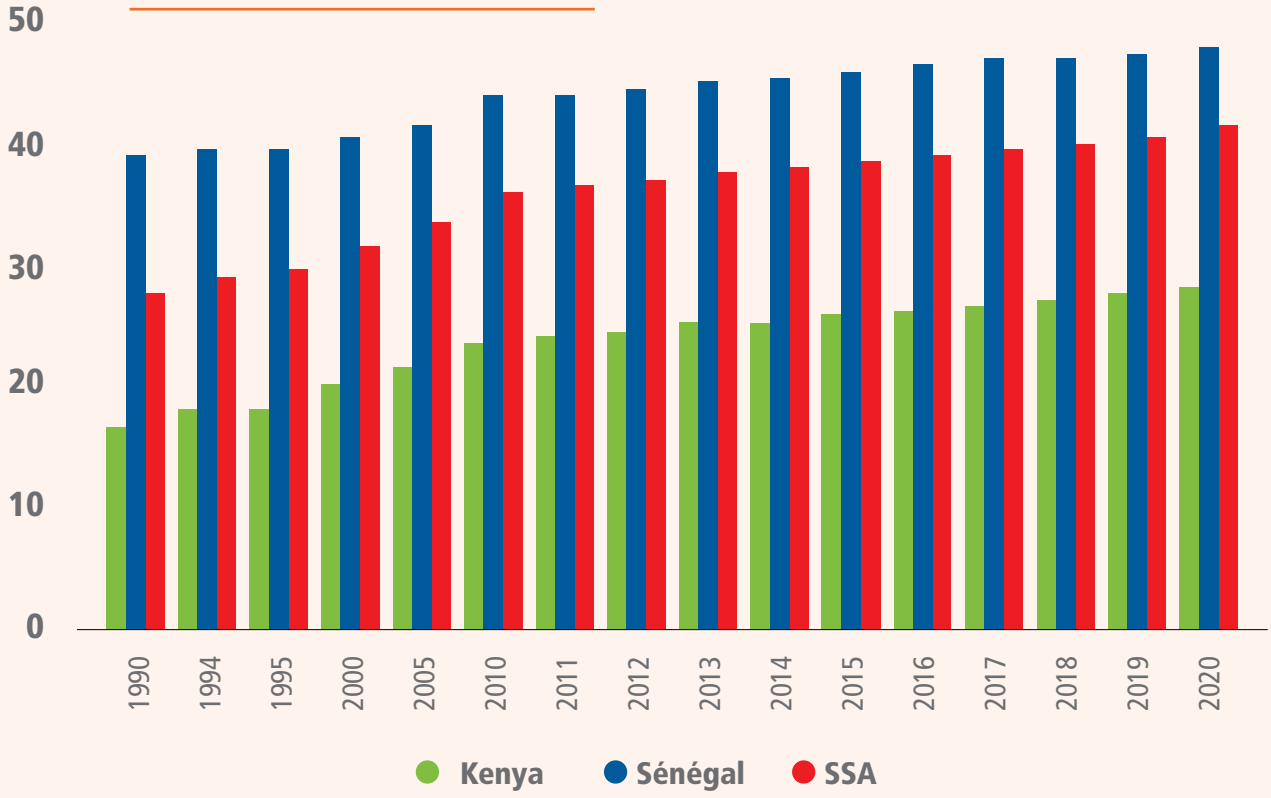
Le taux d'urbanisation des pays africains est élevé et, si l'urbanisation offre des possibilités, elle peut aussi poser des problèmes lorsqu'elle n'est pas bien gérée. En effet, d'une part, l'urbanisation a le potentiel d'offrir des possibilités de développement économique et, par conséquent, de réduire la pauvreté et d'améliorer le développement humain. D'autre part, elle peut être à l'origine de fortes inégalités et d'une grande pauvreté, et donc d'un ralentissement du développement humain.

Les estimations démographiques de l'Agence Nationale de la Statistique et de la Banque Mondiale indiquent qu'en 2020, la population du Sénégal était de 16,7 millions[9] d'habitants, et que près de la moitié de cette population vivait dans les zones urbaines (48%). Au Kenya, la population totale est estimée à 47 564 296[10] habitants et 28% de la population du pays vit dans les zones urbaines (voir figure 1[11]). Malgré le faible niveau d'urbanisation du Kenya, des études montrent que le taux d'urbanisation dans ce pays est de 4,01% par an, ce qui est supérieur à la moyenne de l'ensemble de l'Afrique subsaharienne (ASS) (environ 3,99%) et du Sénégal (3,69%)[12].

FIGURE 1:

Pourcentage Urbanisé: Kenya et Sénégal

Source: Indicateur du développment dans le monde



9. Banque Mondiale. (2021). Population totale, Sénégal. https://data.worldbank.org/indicator/SP.POP.TOTL?locations=SN
10. KNBS. (2019). Kenya Population and Housing Census. Volume II: Distribution of Population by Administrative Units.
11. Ce pourcentage est de 31% selon le rapport du recensement kenyan.
12. Banque Mondiale. (2021). Croissance de la population urbaine (% annuel), Monde. https://data.worldbank.org/indicator/SP.URB.GROW?locations=1W

En 2020, le Sénégal comptait **16,7 millions** d'habitants, et près de la moitié de cette population vivait dans les zones urbaines **(48%)**. Au Kenya, la population totale est estimée à environ **47,6 millions d'habitants** et **28%** de cette population vit dans en milieu urbain.

Les taux d'urbanisation du Kenya et du Sénégal sont bien supérieurs au taux mondial de 1,82%, ce qui montre la nécessité de veiller à la bonne gestion du processus pour répondre à la croissance démographique. La capitale du Sénégal, Dakar, qui compte 3,9 millions d'habitants, abrite environ 25% de la population totale, alors qu'elle n'occupe que 0,3% du territoire[13]. Cela suggère que Dakar accueille à elle seule près de la moitié de la population urbanisée totale du pays. Au Kenya, cependant, bien que Nairobi n'abrite que 9,2% de la population totale, soit environ 4,4 millions d'habitants, le pays s'urbanise à un rythme plus élevé que celui de l'ASS. En fait, la documentation montre qu'à Nairobi, 60% de la population vit dans des quartiers informels, qui n'occupent que 10% de la superficie totale de la ville (FES, 2020). Cela prouve qu'il est urgent d'adopter une approche adéquate de gestion du processus d'urbanisation.

Dakar concentre la moitié de la population urbanisée, alors qu'elle n'occupe que **0.3%** du territoirre.

D'après certaines analyses, les pays à forte croissance économique connaissent des niveaux élevés d'urbanisation et leurs villes sont le moteur de leur développement économique. En d'autres termes, d'une part, le développement encourage l'urbanisation, car les gens quittent les zones rurales pour les zones urbaines afin de profiter de diverses possibilités, notamment en matière d'emploi, de santé et d'éducation[14]. D'autre part, l'urbanisation est source de croissance économique en raison des " économies d'échelle en matière d'infrastructures, de capital, de main-d'œuvre et de ressources managériales " (Liddle, 2017, p. 5). Cependant, cet argument a été contesté, car des recherches récentes ont montré que la croissance économique n'est pas systématique dans tous les pays lorsque le niveau d'urbanisation est élevé (Turok & McGranahan, 2013, Jedwab & Vollrath, 2015). En effet, si de nombreux économistes s'accordent à dire que l'urbanisation et la croissance économique sont étroitement liées, ils mettent en garde contre le fait qu'une croissance démographique rapide n'implique pas nécessairement une croissance économique accélérée et que l'urbanisation et l'industrialisation ne se produisent pas nécessairement en même temps (Ibid.).

Nairobi abrite **9.2%** de la population totale du Kenya, mais **60%** de ses habitants vivent dans des quartiers informels, qui n'occupent que **10%** du territoire de la ville.

La plupart des pays d'Afrique subsaharienne semblent connaître une urbanisation rapide sans croissance économique subséquente, ce qui intensifie la crise économique et sociale qui sévit sur le continent. Cette crise est aggravée par la mauvaise gouvernance observée dans plusieurs pays africains, qui entrave la croissance économique inclusive et prive davantage les pauvres, notamment les citadins invisibles, de leurs droits (Mbaku, 2021). Le Kenya, par exemple, n'a pas encore exploité le processus d'urbanisation pour transformer son économie[15] .

13. Banque Mondiale. (2021). Vue d'ensemble du Sénégal. https://www.worldbank.org/en/country/senegal/overview#1
14. Une enquête de la FES au Kenya a montré que 54% des résidents qui se déplacent vers les zones urbaines sont à la recherche de meilleures opportunités. FES (2022). Towards the Just City in Kenya. Just City Series -Kenya Survey. Manuscrit en préparation.
15. Banque Mondiale. (2016). République du Kenya : Étude sur l'urbanisation au Kenya. https://documents1.worldbank.org/curated/en/639231468043512906/pdf/ AUS8099-WP-P148360-PUBLIC-KE-Urbanization-ACS.pdf

Et si le Kenya a connu une croissance économique, celle-ci ne s'est accompagné que d'infimes transformations structurelles, où l'économie urbaine est concentrée dans le secteur informel, estimé à environ 84% de l'emploi total (KNBS, 2019). Une situation similaire est observée au Sénégal, où l'Organisation Internationale du Travail (OIT) (2020) estime que 97% des entreprises sont concentrées dans le secteur informel. Malheureusement, ces parts élevées d'emploi informel laissent penser que les deux pays ne connaissent pas une forte croissance économique - des études ont montré que les secteurs informels et des services connaissent généralement une productivité plus faible par rapport à l'industrie manufacturière formelle, ce qui est un frein à la bonne croissance économique (Rodrik ,2016). Ces deux secteurs ne sont donc pas associés à des taux plus faibles de pauvreté et d'inégalités (Dodman et al., 2017).

Une grande partie des biens et des services dans les villes africaines sont non échangeables, par opposition à la fabrication. Par exemple, plus de 40% des biens à Nairobi et à Dakar ne sont pas échangeables, ce qui indique un manque de marchés fonctionnels qui fait que les deux villes, et les pays en général, sont fermées aux économies mondiales (Lall, et al. 2017). Ceci est particulièrement problématique, car les avantages économiques des villes découlent des économies d'échelle, qui fonctionnent au sein des entreprises et entre les entreprises (agglomération des économies). Cette agglomération des économies présente divers avantages, typiquement caractérisés par le regroupement de différents secteurs d'activités économiques (urbanisation des économies) et le regroupement d'un même secteur d'activités économiques (localisation des économies) (CENUA, 2017).

Pour optimiser les avantages de l'agglomération, les villes doivent créer un environnement favorable qui permet aux entreprises de communiquer clairement et sans effort, qui vise à diversifier l'économie et à attirer les investissements étrangers, qui soutient l'industrialisation et l'intégration régionale et, surtout, qui fournit des infrastructures publiques adéquates pour permettre aux entreprises de fonctionner efficacement (Collier, 2016, CENUA, 2017). La structure urbaine joue donc un rôle essentiel dans la promotion de la croissance économique et du bien-être de la population. Plus précisément, il est recommandé que les villes soient bien conçues pour être connectées et compactes de manière à soutenir une variété d'utilisations bien intégrées aux transports publics (OCDE, 2007).

De plus, une gouvernance saine et inclusive jouera un rôle important dans l'accélération de la croissance économique et du développement social des villes. De nombreux pays africains ne disposent pas de réformes fonctionnelles permettant de lutter contre la corruption et l'élitisme politique. Cette situation engendre le détournement de ressources publiques essentielles à la fourniture de services, tels l'éducation, les soins de santé et à d'autres services essentiels[16]. En fait, " les élites ne sont généralement pas incitées à mettre en œuvre des programmes économiques en faveur des pauvres qui renforcent la capacité de ces derniers à participer de manière productive et rémunérée à la croissance économique. " Pourtant, des études montrent que la bonne gouvernance est essentielle pour que les politiques de gestion des ressources socioéconomiques conduisent efficacement à une croissance inclusive (Anas, 2017). À ce titre, il est essentiel que les villes, et les pays en général, s'efforcent de renforcer la bonne gouvernance et de concevoir et mettre en œuvre des politiques qui encouragent la paix et la croissance économique[17] tout en s'attaquant aux inégalités et à la pauvreté et en garantissant la participation de tous les citoyens, y compris les *citadins invisibles*.

À Dakar comme à Nairobi, **40%** des biens ne sont pas échangeables, et la proportion de secteurs informel et des services est élevée dans les deux villes, qui ne connaissent donc pas une croissance suffisante pour réduire la pauvreté et les inégalités.

16. Une enquête de la FES a montré que les résidents pensent que l'accès aux services publics dépend de qui est au pouvoir. Cela implique que la prestation de services aura un impact négatif si un pays est profondément caractérisé par l'élitisme et la corruption, ce qui montre l'importance d'une gouvernance inclusive pour l'efficacité de la prestation de services. FES (2022). Towards the Just City in Kenya. Just City Series -Kenya Survey. Manuscrit en préparation.
17. Mbaku, J. (2021). Pp26. https://www.brookings.edu/wp-content/uploads/2020/01/ForesightAfrica2020_Chapter2_20200110.pdf

Par conséquent, en plus des efforts déployés pour soutenir la croissance économique, il est vital que cette croissance et le développement qui l'accompagne soient inclusifs, c'est-à-dire qu'ils bénéficient aux *citadins invisibles*. L'absence de croissance inclusive creuserait davantage le fossé des inégalités et entraînerait, ainsi, des taux élevés de pauvreté. La croissance et le développement inclusifs sont essentiels lorsque les pays connaissent des taux d'urbanisation élevés, afin de garantir que tous bénéficient de ce processus. À ce titre, les pays ne devraient pas se concentrer uniquement sur la croissance économique; ils devraient également mettre en œuvre des politiques de distribution axées sur les pauvres afin d'améliorer leur situation (Oranga, 2020).

3.2 Pauvreté, inégalités et développement humain

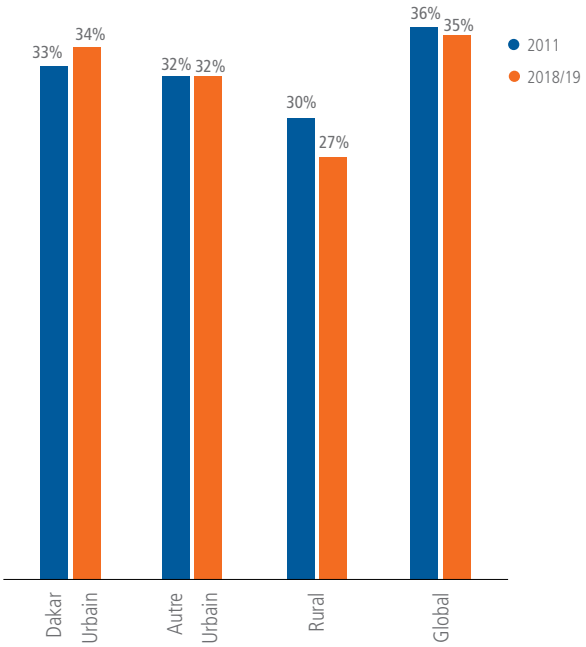
3.2.1 PAUVRETE ET TENDANCES DES INEGALITES

Les taux de pauvreté sous toutes ses formes sont élevés dans les deux pays, avec environ 53% de la population touchés par une pauvreté multidimensionnelle[18]. En termes monétaires, les études montrent qu'une personne sur trois est en situation de pauvreté monétaire dans les deux pays: au Kenya, le taux de pauvreté global s'élève à 36%, et au Sénégal à 37,8% de la population totale[19,20]. Selon la mesure multidimensionnelle, le nombre de personnes en situation de pauvreté est supérieur de 16% à celui de la mesure de la pauvreté monétaire. Cela suggère que la mesure monétaire ne rend pas compte de toute l'intensité de la pauvreté, qui va au-delà du simple revenu. La pauvreté sous toutes ses formes affecte tous les aspects de la vie, notamment l'éducation, la santé, le logement, entre autres besoins fondamentaux, ce qui ne ferait que détériorer la qualité de vie.

La pandémie de la Covid-19 a encore aggravé ces taux élevés de pauvreté. Selon la Banque Mondiale, la pandémie de la Covid-19 a affecté le processus de réduction de la pauvreté au Kenya, deux millions de personnes supplémentaires s'étant retrouvées dans la pauvreté du fait des répercussions du confinement sur les emplois et les revenus (Banque Mondiale, 2020b). Au Sénégal, on estime que la pandémie est susceptible d'entraîner une perte de 12,6% du PIB mensuel des ménages, ce qui porterait le taux de pauvreté à 72,3% dans le pire des cas (Seck, 2020). Cela nous amène à nous demander si ces pays ont la capacité de garantir que les pauvres et les plus vulnérables, y compris les citadins invisibles, sont protégés des effets négatifs des chocs. La conception de politiques ou d'initiatives visant à protéger les personnes vulnérables sera déterminante pour le bien-être et le développement des pays à mesure que l'urbanisation se produit.

L'analyse régionale montre que les taux de pauvreté sont plus faibles dans les zones urbaines que dans les zones rurales, ce qui indique l'existence d'une fracture rurale-urbaine. Au Kenya, l'incidence de la pauvreté semble plus élevée dans les zones rurales (40,1%) que dans les zones urbaines (29,1%) (KNBS, 2020). De même, au Sénégal, ce taux est plus faible dans les villes, qui enregistrent un taux de 19,8%, contre 53,6% pour les zones rurales(ANSD, 2021). Ces conclusions suggèrent que même si les conditions ne sont pas toujours bonnes en milieu urbain, elles sont meilleures qu'en milieu rural. Ainsi, même dans de tels contextes de niveaux d'urbanisation élevés, " la croissance urbaine est un canal qui permet aux populations de faire le choix d'améliorer leurs conditions (Oranga, 2020)."

FIGURE 2:
Tendaces des inégalités au Sénégal



18. Selon le rapport détaillé sur la pauvreté, ce taux est de 53% au Kenya, tandis que le Rapport sur le développement humain le fixe à 53,2% au Sénégal. Voir Sénégal: http://hdr.undp.org/sites/default/files/Country-Profiles/SEN.pdf
19. KNBS. (2020). Kenya Comprehensive Poverty Analysis: Children, Youth, and Women in Focus.
20. ANSD. (2021). Enquête harmonisée sur les Conditions de Vie des Ménages (EHCVM) au Sénégal. Agence Nationale de la Statistique et de la Démographie

En outre, les données disponibles montrent des taux de pauvreté plus élevés dans les villes secondaires par rapport aux grandes villes. L'analyse interurbaine montre également des similitudes dans les deux pays. En effet, au Sénégal, le taux de pauvreté est actuellement plus faible à Dakar, qui enregistre 8,7% contre 29,9% pour les autres zones urbaines (ANDS, 2021). De même, à Nairobi et Mombasa, ce taux était plus faible; il était à 14% avant la pandémie contre 31,6% pour les autres zones urbaines et à 38,6% pendant la pandémie contre 49,9% pour les autres zones urbaines (Nafula et al., 2020). Cela suggère des inégalités interurbaines, les efforts de réduction de la pauvreté se concentrant dans les grandes villes au détriment des villes plus petites.

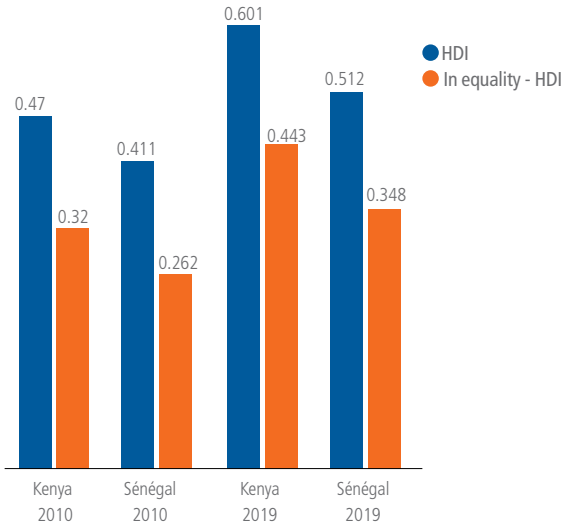
De manière générale, ces taux élevés de pauvreté au Kenya et au Sénégal sont également exacerbés par des taux d'inégalité élevés. Des études montrent que si la croissance peut jouer un rôle dans la réduction de la pauvreté, des niveaux d'inégalité élevés pourraient limiter la portée des efforts de réduction de la pauvreté (PNUD, 2017, Bourguignon, 2003, Datt et al., 2016). Au total, au Sénégal, entre 2011 et 2018-19, les inégalités mesurées par Gini ont diminué de 0.5 point de % pour atteindre environ 35% actuellement (voir la figure 2).[21] De même, le Kenya a connu une baisse, les inégalités mesurées par Gini passant de 0.47 en 2005/2006 à 0.404 en 2015/2016, et les inégalités mesurées par le ratio de Palma ont également chuté de 2.9 en 2005/2006 à 2.0 en 2015/2016 (KNBS, 2020).[22]

Même si les deux pays ont connu une baisse des inégalités dans l'ensemble, les taux d'inégalité restent plus élevés dans les zones urbaines que dans les zones rurales. En fait, à l'échelle régionale, l'indice de Gini a augmenté à Dakar de 1.5 point de pourcentage pour s'établir à 34% actuellement, tandis que les inégalités ont diminué dans les autres régions. Au Kenya, si la baisse a été plus prononcée dans les zones urbaines (en 2015/2016, l'indice de Gini était de 0.363, contre 0.447 en 2005/2006) que dans les zones rurales (de 0.38 en 2005 à 0.347 en 2015/2016), les chiffres restent plus élevés dans les zones urbaines, ce qui indique que la croissance modérée que connaît le pays ne profite qu'à un petit nombre d'individus et que, malgré les efforts déployés pour obtenir une croissance élevée, il n'existe pas de mesures concrètes pour lutter contre les inégalités.[23] Pour remédier aux fortes inégalités, il est impératif que la croissance soit inclusive et qu'il y ait une égalité des chances qui améliorerait l'accès des plus vulnérables, créant ainsi une voie pour la réduction de la pauvreté et pour le bien-être humain.

3.2.2 TENDANCES DU DEVELOPPEMENT HUMAIN

Le développement humain, comme aspect du bien-être global, est essentiel parce qu'il donne la priorité à la satisfaction des besoins des personnes, par opposition à la croissance économique. Si cette perspective reconnaît également que la croissance économique est vitale, elle le fait à travers le prisme des capacités humaines. C'est-à-dire " ce que les personnes sont capables de faire et d'être " - ce que l'on pourrait appeler les libertés réelles des personnes. Dans cette optique, une économie saine est une économie qui permet aux gens de jouir d'une vie longue et saine, d'une bonne éducation, d'un emploi décent, d'une vie de famille, [et] de la liberté de débattre démocratiquement, [entre autres] " (Alkire & Deneulin, 2009, p.1). Considéré sous l'angle des capacités humaines, le développement humain se concentre sur l'amélioration de la vie humaine en examinant les différents aspects liés à la qualité de la vie, au-delà du revenu, créant ainsi un environnement où les gens peuvent vivre une vie épanouie (Anand & Sen, 1997 ; Alkire & Deneulin, 2009).

FIGURE 3:
Tendances de l'indice de developpement humain



21. ANSD. (2021).
22. KNBS. (2020). Inequality Trends and Diagnostics in Kenya 2020.
23. Ibid.

Bien que la croissance économique soit vitale pour le développement, il est essentiel de se concentrer sur le développement humain pour s'assurer que les personnes privées de leurs droits, comme les citadins invisibles, ont accès aux opportunités. En observant les tendances du développement humain à travers l'indice de développement humain (IDH)[24], les rapports montrent qu'actuellement, le Sénégal est classé 168e sur 189 pays, avec un score de 0.512, tandis que le Kenya est classé 143e avec un score de 0.601[25]. En outre, les données ventilées par sexe montrent que les femmes obtiennent de bien moins bons résultats que les hommes dans les deux pays - au Sénégal, l'IDH des hommes était de 0.546 contre 0.475 pour les femmes, et au Kenya, l'IDH des hommes était de 0.62 contre 0.581 pour les femmes. Bien que les deux pays aient enregistré des améliorations au fil des ans, comme le montre la figure 3 ci-dessous, les classements restent médiocres, en particulier pour le Sénégal, qui est classé comme un pays à faible développement humain, par rapport au Kenya (considéré comme un pays en développement moyen).

Lorsque l'IDH est ajusté en fonction des inégalités, les deux pays assistent à une baisse de la note de l'IDH, ce qui indique que les pauvres sont encore plus marginalisés d'un point de vue multidimensionnel. En 2019, le Kenya a perdu 26.3 points et le Sénégal 32 points. Cette baisse suggère que lorsque la pauvreté et le développement sont observés sous un angle multidimensionnel, il est évident que les plus démunis, y compris les citadins invisibles, sont davantage privés de leurs droits, et c'est une composante clé du développement qui est omise lorsque la plupart des analyses sont basées sur la croissance économique. Les inégalités et la pauvreté doivent donc être abordées dans un cadre plus large qui ne se limite pas aux revenus, mais qui englobe également l'accès aux possibilités et aux services qui contribueraient au bien-être général de chacun. À ce titre, les politiques devraient se concentrer non seulement sur la croissance économique inclusive, mais aussi sur les priorités clés du développement inclusif, car il existe divers facteurs d'inégalité au-delà du revenu.

3.3 Facteurs et manifestations de la pauvreté et des inégalités à Dakar et à Nairobi

Une croissance économique qui s'accompagne de profondes inégalités se traduit par une élasticité du taux de pauvreté par rapport à la croissance plus faible.[26] Autrement dit, si la croissance économique est inégale, produisant ainsi une forte inégalité des revenus, son effet sur la réduction de la pauvreté sera plus faible. En outre, il faut plus de temps pour réduire les inégalités de revenus pendant la croissance que pour réduire la pauvreté dans les mêmes circonstances (Bhorat, 2015).[27] Les inégalités sont pires dans les pays africains parce que de nombreuses personnes vivent déjà dans la pauvreté, et ces taux élevés d'inégalité sont motivés par divers facteurs. La section ci-dessous examine certains des moteurs et des manifestations des inégalités dans les villes africaines.

Les facteurs structurels qui existent depuis le colonialisme jouent un rôle important dans l'exacerbation des inégalités. Le colonialisme en Afrique s'est caractérisé par la marginalisation et l'exploitation de la population africaine majoritaire. L'aliénation des terres a joué un rôle important dans la création de conditions similaires à celles de l'apartheid, qui se sont même reflétées dans la conception des villes, avec la division de l'espace selon la race (FES, 2020). De tels facteurs « représentent des processus historiques qui ont défini les relations politiques et économiques, déterminé la propriété des biens de production et façonné les institutions pendant des décennies » (Shimeles & Nabassaga, 2017, p. 9). Par exemple, la nature dualiste de l'économie africaine, qui a persisté depuis l'époque coloniale jusqu'à aujourd'hui, affecte les taux d'inégalité. Cette économie duale se caractérise par une économie qui produit la majorité de la richesse du pays et qui est liée à l'économie mondiale, et l'autre, qui emploie la majorité de la population, mais dont la productivité est plus faible, qui est déconnectée de l'économie mondiale et qui ne contribue pas autant à la croissance économique du pays (Bojabotseha, 2011).

24. " L'indice de développement humain (IDH) est une mesure synthétique de la réalisation moyenne dans les dimensions clés du développement humain : une vie longue et saine, être bien informé et avoir un niveau de vie décent. " https://hdr.undp.org/en/content/human-development-index-hdi
25. Les classements sont publiés par le PNUD. (2020). Rapports sur le développement humain. https://hdr.undp.org/en/content/latest-human-development-index- ranking
26. L'élasticité du taux de pauvreté par rapport à la croissance est définie comme " la sensibilité de la réduction de la pauvreté à une augmentation de la croissance économique ". (Bhorat, 2015).
27. Bhorat, H. (2015). Inequality in Africa: Implications for Sustainable Development Goals. Plus d'informations sont disponibles sur le site https://www.brookings. edu/blog/africa-in-focus/2015/09/22/inequality-in-africa-implications-for-the-sustainable-development-goals/

Par exemple, au fil des ans, une proportion importante de la main-d'œuvre a abandonné l'agriculture rurale pour évoluer dans des secteurs informels peu rémunérateurs en milieu urbain. Même si l'agriculture représente environ 34% du PIB du pays (KNBS, 2019), on observe un déplacement notable de la main-d'œuvre rurale peu qualifiée vers le secteur informel urbain. Cela a conduit à des taux élevés d'inégalité et de pauvreté en raison des écarts de salaire entre les travailleurs informels et formels – « les travailleurs ayant des compétences similaires ont tendance à gagner moins dans le secteur informel que leurs homologues du secteur formel. »[28]

Le secteur informel représente la majorité de l'économie à Nairobi et à Dakar, mais malheureusement, ce secteur ne fournit pas assez de ressources pour améliorer le mode de vie de ceux qui en dépendent. À Dakar, la part de l'emploi informel est de 80%, tandis que dans les villes kényanes, plus de trois emplois urbains sur quatre sont informels, et globalement, la part de l'emploi informel est de 84% à l'échelle du pays (Page, et. al., 2020, Timmis, 2018, KNBS, 2019). Et si la majorité des emplois dans ces villes sont dans le secteur informel, la productivité de ce secteur est très faible par rapport au secteur manufacturier. En outre, les revenus du secteur informel sont très faibles, en particulier pour ceux qui exploitent de petites entreprises, dont les revenus ont tendance à être inférieurs au salaire minimum (FKE, 2021). Les conditions de travail des employés informels sont également mauvaises, caractérisées par un manque de services essentiels tels que l'assainissement (Page, et. al.2020). En outre, les travailleurs n'ont pas de couverture sociale contrairement à leurs pairs du secteur formel, ce qui reflète des niveaux de vulnérabilité plus élevés (Abizaid, 2019). Cela indique que Dakar et Nairobi comptent un grand nombre de groupes vulnérables qui ne sont pas pris en compte.

L'environnement de l'emploi à Dakar et à Nairobi favorise la persistance des inégalités. En effet, bien que le secteur informel emploie la majorité de la population, celle-ci reste la plus vulnérable

La ségrégation en matière de logement et la discrimination intra-urbaine contribuent également à maintenir des niveaux élevés d'inégalité et de pauvreté à Dakar et à Nairobi. Par exemple, la ségrégation résidentielle - où les riches et les pauvres habitent des quartiers différents dans une même ville, les riches ayant un meilleur accès aux services - a un impact négatif sur les ménages et les individus pauvres. Selon le rapport de l'OCDE sur les « villes divisées », ce type de ségrégation basée sur le revenu peut conduire à une pauvreté intergénérationnelle en raison de la distance sociale entre les riches et les pauvres. Cette distance se reflète dans le prix des logements, ce qui rend difficile pour les pauvres de vivre dans les meilleurs quartiers. Au niveau individuel, vivre dans un quartier pauvre peut avoir des « effets négatifs sur les résultats scolaires et professionnels » (Moreno-Monroy & Veneri, 2018, p.13, Cohen & Debowicz, 2004). Des études montrent que « les enfants qui grandissent dans des zones de pauvreté connaîtront des effets négatifs du voisinage sur leurs revenus et leurs possibilités d'emploi, ce qui limitera leurs possibilités à l'âge adulte. » Cela est dû en partie au fait que ces quartiers n'ont pas accès à des écoles de bonne qualité, ce qui désavantage les pauvres à l'âge adulte (OCDE, 2018, p.143).

La discrimination intra-urbaine est observée en milieu urbain dans les deux pays. La discrimination intra-urbaine se produit, par exemple, lorsque des quartiers informels situés dans les villes n'ont que peu ou pas d'accès aux soins de santé, à l'éducation, à l'assainissement et à d'autres services, notamment en raison d'un manque de ressources financières et de politiques adéquates pour faciliter le changement, entre autres facteurs, alors que les quartiers riches ont accès à la plupart des installations. Le bidonville de Kibera à Nairobi est l'un d'entre eux. Malgré sa situation centrale dans la ville de Nairobi, ses habitants ne disposent toujours pas de certains services de base comme l'eau et l'assainissement. Au Sénégal, les personnes interrogées ont déclaré que le gouvernement n'avait pas réussi à relever les défis des quartiers à faibles revenus. Comme à Nairobi, ces quartiers manquent d'infrastructures de vie adéquates et d'accès aux services de base.

28. Deléchat, C & Medina, M. (2020). What is the Informal Economy? IMF. https://www.imf.org/external/pubs/ft/fandd/2020/12/what-is-the-informal- economy-basics.htm

Ségrégation résidentielle à Nairobi

Source: Unequal Scenes

Nairobi et Dakar sont également des villes primates qui favorisent des niveaux élevés d'inégalité et de pauvreté. La primauté est une situation dans laquelle une ville est beaucoup plus grande que les autres villes du pays et domine en termes d'impact sur l'économie, en raison de la concentration des économies, qui, à son tour, conduit à un peuplement plus dense de la ville dominante. Par exemple, Dakar abrite la moitié de la population urbanisée du Sénégal, et pourtant elle n'occupe que 0,3% du territoire. De plus, les principaux répondants ont déclaré que Dakar concentre la plupart des secteurs commerciaux, des universités publiques et des établissements de santé, ce qui oblige les gens à s'y rendre pour obtenir ces services et/ou rechercher des opportunités. De même, bien que Nairobi accueille environ 33%[29] de la population urbaine du Kenya, elle est également la ville ayant la plus forte densité de population du Kenya, avec 6 247 habitants au kilomètre carré (KNBS, 2019). Selon une publication de Friedrich Ebert Stiftung (2020), la ville restera probablement le centre urbain le plus important pendant des décennies, malgré un système de gouvernance décentralisé établi au Kenya en 2013. Malheureusement, une forte primauté peut entraîner des déséquilibres régionaux et des inégalités urbaines, notamment dans un contexte de corruption et d'instabilité politique, qui privilégierait certaines personnes (Kim, 2009).

Ainsi, la qualité de l'urbanisation jouera un rôle essentiel dans la réduction des inégalités et de la pauvreté dans les deux villes en rendant visibles les *citadins invisibles*. Si l'urbanisation est bien gérée, elle peut engendrer de nombreux avantages, tels que des temps de trajet plus courts grâce à de meilleures infrastructures de transport, une meilleure offre de services publics (par exemple, l'eau et l'assainissement) abordables pour la majorité de la population, et une amélioration du mode de vie des habitants grâce à un accès plus facile à une alimentation, un logement, des soins de santé et une éducation de meilleure qualité (Wan, 2012). La fourniture d'infrastructures est particulièrement importante car elle affecte différents aspects du bon fonctionnement d'une ville. En outre, les infrastructures peuvent être bénéfiques pour les populations, car elles peuvent favoriser une croissance inclusive, réduire les taux d'inégalité et atténuer la pauvreté. Ces avantages se produisent en générant plus d'emplois, en connectant les marchés et en réduisant les coûts de production et de transport, entre autres (BAD, 2018).

L'urbanisation durable doit donc tenir compte des infrastructures créées dans le cadre d'un réseau global plus large, accompagné d'une prestation de services efficace ciblant ceux qui en ont le plus besoin, en particulier les *citadins invisibles*. En d'autres termes, le développement durable des infrastructures exige « une compréhension de la manière dont les communautés et les sociétés évoluent et du rôle des personnes et des citoyens qui les composent. »[30] Cela permettra aux citoyens de s'exprimer et de participer activement à l'exercice de leurs droits dans le processus de planification, ce qui se traduira par des investissements de meilleure qualité, abordables et accessibles à tous. Il en résultera une croissance inclusive, une diminution des taux d'inégalité et une réduction de la pauvreté. Avant tout, la volonté politique est essentielle pour réduire les inégalités, car des études ont montré que « lorsqu'il existe une volonté politique de mener des réformes progressives, les pays sont en mesure d'inverser les tendances des inégalités, même les plus tenaces, et de bâtir des sociétés plus égalitaires. »[31]

La qualité de l'urbanisation jouera un rôle important dans l'assurance que les villes sont justes.

le développement durable des infrastructures exige « une compréhension de la manière dont les communautés et les sociétés évoluent et du rôle des personnes et des citoyens qui les composent.

29. Le recensement de 2019 estime la population de Nairobi à environ 4,4 millions d'habitants sur une population urbaine totale de 14,7 millions d'habitants. KNBS (2019)
30. Saghir, J. (2017). Pp.4
31. Oxfam. (2019). Pp.13

IMPACT DE LA COVID-19

Les deux pays ont été touchés par la pandémie de Covid-19, en particulier leurs villes. Le Kenya et le Sénégal connaissaient tous deux une solide croissance économique avant la pandémie. Par exemple, au Kenya, la croissance économique a progressé de 6,5% en 2018 et de 5,8% en 2019 et devrait continuer à croître (KNBS, 2020c).[32] De même, le Sénégal a connu une croissance de plus de 6% entre 2014 et 2018, et en 2019, la croissance économique était de 5,3% (BMZ, 2021). Cependant, avec la restriction des mouvements, notamment dans les régions de Dakar et de Thiès (Sénégal) et de Nairobi et Mombasa (Kenya), la croissance économique a considérablement ralenti (Onsomu, 2021). Par exemple, Dakar est passé d'environ 6% par an au cours des cinq dernières années à 1,3% en 2020, et l'économie du Kenya s'est contractée à 1,1% au troisième trimestre de 2020 (BMZ, 2021, KNBS, 2020c). En général, les zones urbaines ont été les plus touchées, car le gouvernement a restreint les mouvements, ce qui a eu un impact négatif sur la population, de nombreuses personnes ayant perdu leur emploi.

La pandémie a eu un impact socioéconomique grave sur les pauvres, exacerbant davantage les inégalités. Au Kenya, le taux d'inégalité à Nairobi et Mombasa est passé de 0,33 avant la pandémie à 0,49 après la pandémie, ce qui indique que les pauvres, y compris les citadins invisibles, ont été davantage privés de leurs droits (Nafula, 2020). En outre, on estime que 50% des ménages de Nairobi et de Mombasa ont perdu leurs revenus (Ibid.). Dans les deux pays, les personnes occupant un emploi informel ont été les plus touchées, car le secteur informel offre de faibles salaires sans sécurité sociale, ce qui accroît les inégalités puisque les travailleurs informels n'ont aucun moyen de subvenir à leurs besoins quotidiens (FKE, 2021 ; Balde et al, 2020). Par ailleurs, la fermeture de divers sites, dont les marchés, a entraîné des pénuries de marchandises et a entraîné des répercussions sur la nutrition, le nombre de repas pris par les ménages ayant diminué (PNUD, 2020; Banque Mondiale, 2021). Parmi les autres défis à relever, citons le manque d'accès aux centres de santé - 3 ménages sur 10 ont déclaré avoir moins accès aux soins qu'avant mars 2020 (Banque Mondiale, 2020) - ainsi qu'aux établissements d'enseignement (voir section 4).

Afin d'atténuer les effets de la Covid-19, les gouvernements du Sénégal et du Kenya ont mis en place des mesures, telles que des incitations financières et des allègements fiscaux pour amortir le choc subi par les entreprises. Si ces mesures ont été déterminantes, elles n'ont concerné que le secteur formel, laissant de côté le secteur informel, qui représente une part plus importante de l'emploi à Dakar et Nairobi et dans l'ensemble de ces deux pays (Balde et al, 2020 ; FKE, 2021). Au Kenya, on estime qu'environ 83% des travailleurs du secteur informel n'ont pas bénéficié des incitations financières, et pourtant la plus grande partie (environ 59%) d'entre eux ont perdu leurs moyens de subsistance (FKE, 2021). De même, au Sénégal, le secteur informel, bien que comprenant une part plus importante de travailleurs, n'a pas non plus bénéficié d'incitations, et pourtant 42% de ces travailleurs ont perdu leur emploi, contre seulement 8% dans le secteur formel (Balde et al. 2020).

Par conséquent, si ces mesures partaient d'une bonne intention, elles n'ont fait qu'exacerber les inégalités. Ces politiques n'ont pas bénéficié aux personnes les plus vulnérables qui en avaient le plus besoin. En retour, cela a exacerbé la pauvreté et les inégalités dans ces pays, en particulier dans les villes. Ces politiques et leur mise en œuvre ne sont pas justes, car elles ne sont pas accessibles à ceux qui en ont le plus besoin. Il est donc vital que les villes et les pays, en général, veillent à ce que les pauvres soient mieux ciblés afin de réduire les inégalités et que les citadins invisibles aient les mêmes opportunités que tout le monde. Ce n'est qu'en agissant de la sorte que l'on pourra garantir que les villes sont justes.

Des politiques ciblées répondant aux besoins des plus vulnérables sont essentielles pour réduire les inégalités et faire en sorte que les villes soient justes.

32. KNBS (2020). Quarterly Gross Domestic Product Report. Third Quarter, 2020. https://www.knbs.or.ke/?wpdmpro=quarterly-gross-domestic-product-report-third-quarter-2020

Etude de cas: L'accès à l'éducation de base en tant que bien public

04

4.1 Cadre conceptuel

Un bien est considéré comme public s'il répond à deux conditions:

1) la non-excluabilité et

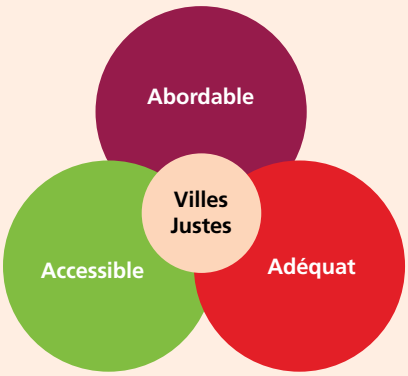
2) la non-rivalité.[33]

L'éducation peut être qualifiée de bien public, car elle remplit ces deux conditions. En effet, une communauté peut utiliser le bien sans le payer directement, comme dans le cas où les citoyens paient des impôts permettant de financer le bien et donc d'en faire profiter tout le monde (non-excluabilité); et lorsqu'une personne consomme le bien, cela ne diminue pas la capacité d'une autre personne à le consommer (non-rivalité).

Le Kenya et le Sénégal ont tous deux mis en place des lois et des politiques qui considèrent théoriquement l'éducation de base comme un bien public, où chacun a droit à une éducation de base gratuite et obligatoire, ce qui rend ce bien non rival et non excluable. Cependant, dans la pratique, l'accès à l'éducation n'est pas gratuit. En tenant compte du contexte local et en se basant sur la définition officielle d'un bien public, cette section examine l'accès à l'éducation sous trois angles: l'accès à l'éducation est-il abordable (non excluable), physiquement accessible (non rival) et adéquat (bonne qualité) pour tous, y compris les citadins invisibles? Cette troisième perspective, celle de l'adéquation (qualité), est essentielle, car le respect des deux autres conditions (non-rivalité et non-excluabilité) n'implique pas que la qualité de l'éducation en tant que bien public soit acceptable et réellement bénéfique pour tous. Plus précisément, la figure 4 ci-dessous représente le cadre conceptuel à utiliser pour l'analyse de l'éducation en tant que bien public.[34]

FIGURE 4:

Le cadre des trois A inclusiff



L'accès à l'éducation est analysé en utilisant *le cadre des trois « A » inclusif.*[35], qui comprend **l'accessibilité, l'abordabilité et l'adéquation (qualité).** Dans ce cadre, les biens publics qui sont physiquement accessibles, abordables et adéquats en termes de bonne qualité sont qualifiés de justes. La cadre 3A peut être considéré comme étant à l'envers, car seuls quelques citoyens urbains peuvent bénéficier de tous les attributs des 3 A, alors que la plupart des citadins ne peuvent en bénéficier. Dans la plupart des cas, les citadins peuvent physiquement accéder à ces services, mais ces derniers ne sont ni abordables ni de qualité acceptable, ce qui est qualifié d'injuste.

Ce « cadre des trois A inclusif » **sera utilisé comme base pour l'analyse de l'éducation en tant que bien public, en mettant l'accent sur les** *citadins invisibles*, qui sont définis comme « les principales victimes de l'injustice qui n'ont aucun moyen d'y échapper ». (FES, 2020). Si l'offre d'éducation ne remplit pas ces conditions en vertu de ces trois critères, elle n'est pas juste. Par exemple, l'enseignement privé est l'un des mécanismes qui excluent les citadins invisibles, car un tel bien n'est généralement pas abordable ni physiquement accessible à tous les citoyens.

33. Paul A. Samuelson, "The Pure Theory of Public Expenditure," Review of Economics and Statistics 36, no. 4 (1954): 387–89.
34. Ce document n'analyse pas les différents programmes scolaires proposés par les écoles. Il analyse plutôt l'offre d'éducation de base en fonction des trois piliers de la ville juste soulignés ci-dessus.
35. Ce cadre a été conçu par Aroyyo-Aroyyo, F (2021). Connecting the Dots: People, Jobs, and Social Services. The World Bank. https://openknowledge.worldbank.org/bitstream/handle/10986/35719/9781464816765.pdf?sequence=2&isAllowed=

4.2 Conclusions

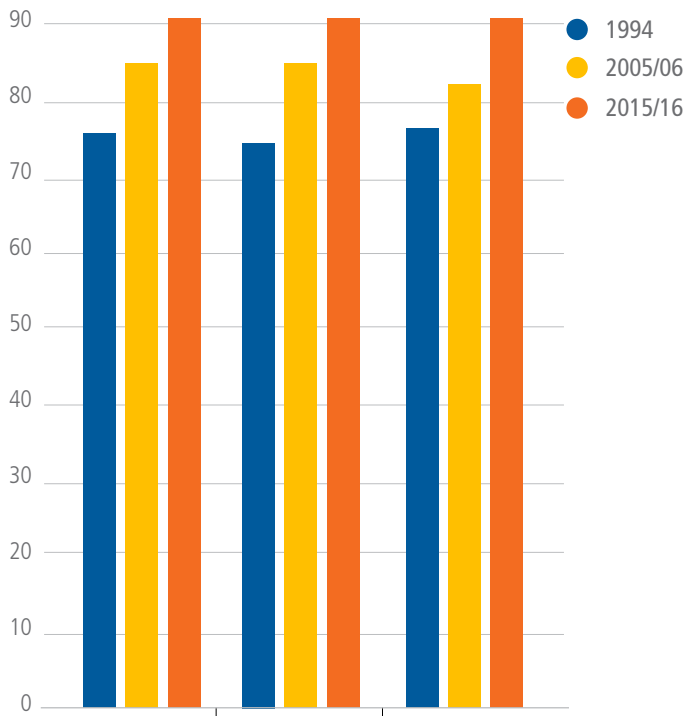
L'accès à l'éducation est essentiel pour réduire la pauvreté et les inégalités et renforcer le développement humain. Des études ont montré que l'accès à l'éducation peut conduire à une productivité plus élevée qui, à son tour, augmente la mobilité sociale, favorise une vie saine et donne aux gens plus de choix leur permettant d'améliorer leur bien-être (Banque Mondiale, 2018). Le Kenya et le Sénégal reconnaissent ce fait et ont mis en place des politiques et des législations pour offrir une éducation de base gratuite. Au Kenya, par exemple, le « programme d'enseignement primaire gratuit » a été introduit en 2003 pour améliorer les niveaux d'alphabétisation et encourager une forte scolarisation; il a été suivi par l'instauration de l'enseignement secondaire gratuit en 2008. De plus, l'article 43 (f) de la constitution kenyane stipule que « toute personne a droit à l'éducation », et l'article 53 stipule que « tout enfant a droit à une éducation de base gratuite et obligatoire ». En outre, la loi sur l'éducation de base de 2013 fournit également un cadre juridique pour appliquer la loi afin que chaque Kenyan puisse avoir accès à l'éducation de base. (Mulinya & Orodho (2015).[36] De même, le Sénégal a adopté une loi sur l'éducation (article 3 de la loi n° 2004-37 (43)), qui permet à tous les enfants d'être scolarisés gratuitement jusqu'à l'âge de 16 ans.[37]

L'introduction de ces lois a permis d'augmenter les taux d'inscription scolaire. En 2015, le Sénégal a connu une augmentation de 18% du taux brut de scolarisation, qui est ainsi passer de 69,3% en 2000 à environ 85% en 2015. Le Kenya a connu une augmentation de 10% au cours de la même période.[38] Au niveau régional, au Kenya, la fréquentation scolaire est plus élevée dans les zones rurales (91,7%) que dans les zones urbaines (90,4%), alors qu'en 2005, ce taux était le plus élevé dans les zones urbaines (Figure 5). Malheureusement, les taux d'absentéisme sont plus élevés chez les pauvres, avec un taux de fréquentation de 87,2% contre 93,4% chez les non pauvres en 2015/16 (KNBS, 2020).

FIGURE 5:

Proportion d'individus scolarisés au niveaux national et régional (6-18 ans), Kenya

Source: Tendances et diagnostic des inégalités au Kenya (2020)



	National	Urbain	Rural
1994	75.2	75.1	76.4
2005/06	84.7	85.1	82.7
2015/16	90.7	90.4	91.7

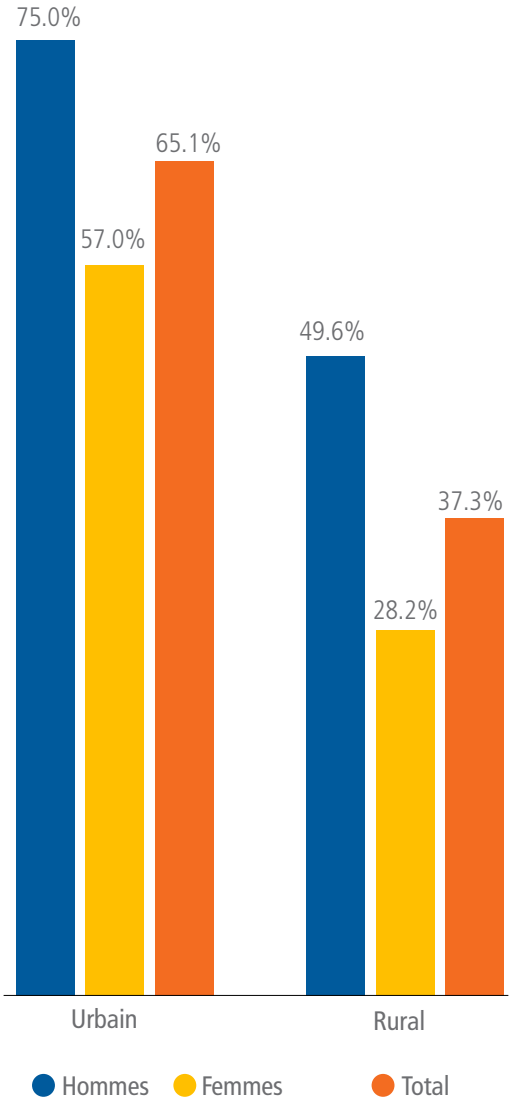
Au Sénégal, les taux de scolarisation ont été plus élevés dans les zones urbaines qu'en milieu rural, mais ces taux ne sont pas optimaux. Bien que l'enseignement soit obligatoire, le taux net de fréquentation à l'école primaire est globalement de 53%. La fréquentation est plus élevée dans les zones urbaines (environ 70%) que dans les zones rurales (42%). Au secondaire, ce taux est encore plus faible (environ 32% en général), les zones urbaines représentant 43,4% de cette statistique et les zones rurales 22% (ANSD, 2021).

36. Ce document n'analyse pas les différents programmes scolaires proposés par les écoles. Il analyse plutôt l'offre d'éducation de base en fonction des trois piliers de la ville juste soulignés ci-dessus.
37. Bureau des affaires internationales du travail, département du Travail des États-Unis (2014).
38. Les données proviennent des indicateurs de la Banque Mondiale. Le Kenya était à 93% en 2000, contre 103,7% en 2015.

De plus, les données du recensement montrent que le taux d'alphabétisation est de 51,8% pour le pays. Les taux d'alphabétisation sont plus élevés dans les zones urbaines (65,1 %) que dans les zones rurales (37,3 %) (Figure 6). En outre, en milieu rural comme en milieu urbain, le taux d'alphabétisation est plus élevé chez les hommes (75%) que chez les femmes (57%). Même entre les zones urbaines, des disparités régionales existent, la capitale Dakar enregistrant un taux d'alphabétisation élevé (72,3%) par rapport aux autres régions urbaines. (Ibid.)

FIGURE 6

Taux d'alphabétisation au Sénégal



4.2.1 ABORDABILITE

C'est une bonne chose que de telles lois et réglementations aient été adoptées pour augmenter les taux de scolarisation dans les villes; cependant, leur mise en œuvre est un réel défi. Des entretiens conduits avec des informateurs clés, ainsi qu'un examen de la documentation existante suggèrent que l'éducation est gratuite en théorie, mais pas abordable en pratique, en particulier pour les pauvres de Nairobi et de Dakar, où les frais sont fixés par les écoles qui peuvent les augmenter à leur guise. Ces frais ne sont pas toujours réglementés par le gouvernement et ont tendance à être élevés pour les personnes à faible revenu. Cette perception est corroborée par les rapports de recensement dans les deux pays. Au Kenya, le manque d'argent était la raison la plus courante des abandons, suivi de la maladie et du manque d'intérêt (KNBS, 2020b). Quant au Sénégal, le manque d'intérêt et les raisons financières étaient également la principale raison des abandons à l'école primaire, tandis que pour l'école secondaire, la principale raison était l'échec aux examens et le travail, suivi du manque d'intérêt.

Ces lois ont également conduit à la prolifération des écoles privées, en particulier dans les bidonvilles urbains du Kenya, exacerbant encore les inégalités. Depuis l'instauration de la gratuité de l'enseignement primaire, les écoles publiques ont du mal à répondre à la demande - par exemple, il n'y a que quatre écoles primaires publiques dans le quartier informel de Kibera à Nairobi, malgré la forte population de la zone[39] - et par conséquent , les écoles privées à bas prix se sont multipliées (Malenya, 2020).

« L'éducation est gratuite en théorie; cependant, dans la pratique, elle n'est pas abordable, en particulier pour les pauvres de Nairobi et de Dakar. »

39. Il existe au total 147 écoles primaires à Kibera, dont quatre seulement sont publiques, soit 63 élèves par enseignant. http://openschoolskenya.org/static/blog-images/kibera_ schools_ a1_final.pdf

Les écoles privées promettent d'offrir de meilleures installations, là où les écoles publiques ont échoué. Cette promesse a motivé environ 60% des enfants des bidonvilles urbains à fréquenter ces écoles avec l'espoir d'un avenir meilleur.[40] Malheureusement, cette prolifération d'écoles privées n'est ni planifiée, ni convenablement réglementée, la plupart de ces établissement n'étant pas enregistrés auprès des autorités compétentes. Le défaut d'enregistrement de ces écoles suggère que leurs activités sont fermées et qu'elles ne reçoivent pas de financement au titre de la politique d'enseignement primaire gratuit. En fait, des études ont montré que ces écoles pro-pauvres à faible coût facturent environ le double des frais facturés par les écoles primaires dites gratuites. (Malenya, 2020).

La prolifération des écoles privées a davantage exacerbé les inégalités urbaines. Les écoles privées kenyanes, qui étaient censées libérer plus de ressources pour les écoles publiques, ont tendance à être très chères et à exclure les pauvres. En outre, les écoles privées à faible coût qui prolifèrent dans les quartiers urbains informels créent davantage d'inégalités, même au sein de ces quartiers. Premièrement, les frais imposés par ces écoles sont relativement élevés et les parents doivent lutter pour s'en acquitter, ce qui prive ces parents, ainsi que leurs enfants, des nécessités de base telles qu'une bonne nutrition, qui est essentielle au développement d'un enfant. De plus, le fait que la plupart de ces écoles ne soient pas enregistrées signifie qu'elles ne peuvent pas bénéficier du financement au titre de la politique d'enseignement primaire gratuit. Ainsi, ces financements ne profitent pas aux enfants qui sont envoyés dans ces écoles, alors que ce sont eux qui en ont le plus besoin. Dans ce cas, l'enseignement primaire gratuit en tant que politique ne tient pas ses promesses envers les pauvres. Un répondant estime que l'investissement dans l'éducation est toujours pour l'élite, car l'éducation a été privatisée.

> « L'éducation… il y a le système public. La plupart des étudiants sont aujourd'hui dans des écoles privées à Dakar. Les écoles publiques étaient les meilleures… Il y a eu la privatisation de l'éducation… Les politiques publiques sont toujours liées au colonialisme. Le système est inégal. Tous les investissements sont pour l'élite. Tous les Sénégalais qui ont suffisamment de ressources vont dans des écoles privées ». (Informateur clé, Dakar).

L'incapacité des parents à payer les frais de scolarité favorise généralement l'absentéisme et intensifie la discrimination dans les classes au détriment des citadins pauvres. Dans les quartiers informels de Nairobi, si les parents ne sont pas en mesure d'acheter les uniformes scolaires – en plus de leur incapacité à s'acquitter des frais de scolarité – leurs enfants sont généralement sommés de s'asseoir au fond de la classe, qui peut accueillir 100 élèves, ou parfois renvoyés chez eux jusqu'à acquittement des frais de scolarité et obtention de l'uniforme. Une étude sur le secteur de l'éducation au Kenya montre que dans les zones urbaines, ce secteur a été en proie à de nombreux défis, notamment l'insuffisance de ressources, qui fait que les écoles imposent des prélèvements aux parents pour se protéger. Le résultat est que les apprenants sont renvoyés chez eux jusqu'à ce qu'ils soient en mesure de payer les frais et prélèvements requis (généralement pour les activités parascolaires ou l'entretien des infrastructures scolaires) et, à ce titre, n'ont aucun recours car le gouvernement n'impose aucune sanction aux écoles qui agissent ainsi. Ce sont les pauvres qui souffrent le plus de cette situation. Des discussions avec un informateur clé qui a une connaissance plus approfondie des systèmes scolaires ont révélé que le gouvernement kenyan alloue aux écoles approximativement 1000 KSH (environ 10 USD) par élève par an. C'est à peine suffisant pour répondre aux besoins des écoles, y compris la rémunération des enseignants. Cela oblige les écoles à facturer des frais supplémentaires afin de répondre à la demande d'éducation de qualité.

40. APHRC. (2015). It is Time the Ministry Included Slum Children in the Free Education Bonanza. https://aphrc.org/blogarticle/its-time-ministry-included-slum-children-in-the-free-education-bonanza/

4.2.2 ADEQUATION: QUALITE

> « Le gouvernement a laissé le secteur privé dominer. Nous avons plus d'établissements privés qui se portent mieux que les écoles publiques. Le gouvernement est censé établir la norme, mais il ne le fait pas; il n'a aucun mécanisme de contrôle pour vérifier la qualité de l'éducation. (Informateur clé, Nairobi).

Le manque de ressources adéquates et la congestion observée dans les écoles interpellent sur la qualité de l'enseignement offert par les établissements publics à Dakar et Nairobi. La documentation existence révèle que le manque de personnel et la surpopulation sont des problèmes majeurs pour les écoles urbaines au Kenya, où les classes censées accueillir 80 élèves ont vu leur population doubler, alors que l'effectif des enseignants n'a pas augmenté parallèlement à cette expansion (Oranga, et al., 2020). Ainsi, la qualité de l'éducation est compromise. Les répondants se disent déçus par le gouvernement qui, selon eux, n'a aucune volonté politique d'améliorer l'éducation, car il n'a mis en place aucun mécanisme de suivi pour améliorer la qualité de l'éducation.

La surpopulation, associée à de nombreuses grèves dans les écoles publiques, crée la perception que les écoles privées offrent une meilleure qualité d'éducation. À Dakar, les informateurs clés ont mentionné qu'en plus de la surpopulation des classes qui accueillent environ 90 élèves, les écoles publiques enregistrent des grèves répétitives, ce qui a également amené les parents à croire que l'éducation dans les écoles privées est meilleure. En outre, de nombreux jeunes sont d'avis qu'il n'est pas nécessaire d'aller à l'école, car ils ne voient aucune perspective d'emploi à l'avenir; pour eux, l'éducation est une perte de temps et d'argent. Cette perception est également corroborée dans le rapport de l'Agence nationale de la statistique, qui précise que la population active est composée à 52,7% de personnes non instruites. Au niveau régional, cette proportion est plus élevée dans les zones rurales (72,5%) que dans les zones urbaines (45,5%).

A Dakar, la part de la population active non scolarisée est de 24,6%. Au Kenya, il y a eu des cas d'écoliers qui ont incendié des écoles parce qu'ils avaient le sentiment que leurs revendications n'étaient pas prises en compte.[41] Malheureusement, ces écoles s'adressent généralement aux pauvres alors que les riches emmènent leurs enfants dans des écoles privées disposant de plus de ressources.

> « Les gens ne croient pas que la qualité des écoles publiques est bonne. Les gens inscrivent leurs enfants dans des écoles privées, et aussi, il y a beaucoup de grèves dans les écoles publiques. De plus, les gens n'ont pas de perspectives d'emploi futur. Ils ne croient pas aux écoles; ils pensent que c'est une perte de temps et d'argent. (Informateur clé, Sénégal).

Le manque de ressources et la surpopulation ont conduit de nombreux parents à retirer leurs enfants des écoles publiques pour les inscrire dans le privé, mais ils peuvent à peine se le permettre, et la qualité de l'éducation offerte par ces écoles est douteuse. Une enquête de la Friedrich Ebert Stiftung conduite en 2021 au Kenya a montré que les citadins pensent que le secteur privé est la clé de la fourniture de services (FES, 2022). Bien que cette croyance soit généralement vraie, comme en témoigne la prolifération des écoles privées, certaines des écoles à faible coût favorables aux pauvres ne répondent qu'aux exigences minimales de certification et facturent toujours beaucoup plus que les écoles publiques de Nairobi. On estime que certains parents peuvent verser jusqu'à 40% de leurs revenus à ces écoles.[42] Cette tendance suggère que les politiques mises en place par le gouvernement kenyan pour offrir un enseignement primaire gratuit entraînent de nouvelles inégalités entre les pauvres et les riches.

> « Le manque de personnel et la surpopulation sont des défis majeurs pour les écoles de Nairobi, tandis que la surpopulation et les grèves dans les écoles publiques sont un vrai fléau pour le système éducatif à Dakar. »

41. Cooper, E. (2021). Kenyan Students Keep Setting their schools on Fire. Where's the Alarm. African Arguments. https://africanarguments.org/2021/12/kenyan-students-keep-setting-their-schools-on-fire-wheres-the-alarm/
42. Shiundu, A. (2019). Dissatisfaction with "Free" Primary Education. https://www.dandc.eu/en/article/kenya-even-poor-parents-send-their-kids-private-schools

« Les écoles privées n'offrent pas toujours une éducation de qualité, mais facturent des frais de scolarité élevés, ce qui prive davantage les citadins invisibles de leurs droits »

Au Sénégal, on observe une situation similaire où l'enseignement privé a favorisé les inégalités dans les zones urbaines, où seuls les riches ont accès à une éducation de bonne qualité, ce qui laisse penser que l'éducation de base gratuite ne profite pas aux citadins invisibles (Grysole, 2018). Les informateurs clés ont également souligné ces problèmes en déclarant que les individus très riches sont en mesure d'envoyer leurs enfants dans des écoles bien dotées en ressources, tandis que les pauvres n'ont pas beaucoup d'opportunités au sein des systèmes scolaires publics en raison des problèmes de fonds insuffisants pour faire fonctionner les écoles. Dans ce cas, les riches reçoivent une éducation de très bonne qualité; tel n'est pas le cas de leurs camarades pauvres, ce qui est injuste.

4.2.3 ACCESSIBILITE PHYSIQUE

> « Parfois, ils construisent des abris pour que les enfants puissent étudier. C'est un problème d'accessibilité – il y a des inondations pendant la saison des pluies. Certaines écoles ne pas accessibles en raison des routes inondées qui y mènent. De plus, les garçons et les filles partagent l'eau et les toilettes, ce qui est inconvenant pour les filles. (Informateur clé, Sénégal).

Dans les villes, l'accessibilité physique des écoles peut être difficile selon l'endroit où les familles vivent. À Nairobi, certaines personnes interrogées ont déclaré que les quartiers informels de Nairobi ont de nombreuses écoles privées fournies par des ONG, mais n'ont pas beaucoup d'écoles publiques. Une étude menée sur les écoles de Kibera montre que sur plus de 147 écoles primaires, seules quatre sont publiques.[43] Et, comme indiqué précédemment, ces écoles privées facturent plus que les écoles publiques, ce qui les rend inabordables, car les familles doivent lutter pour payer les frais. Au Sénégal, l'accès physique est parfois impacté par les conditions météo.

Par exemple, les fortes pluies à Dakar empêchent généralement les élèves d'accéder physiquement aux écoles et, à ce titre, ces élèves peuvent potentiellement accuser du retard pendant la saison des pluies. De plus, les écoles manquent d'infrastructures; filles et garçons partagent les toilettes, ce qui rend potentiellement difficile pour les filles d'aller à l'école pendant leurs règles mensuelles en raison de la peur d'être moquées par le sexe opposé.

La plupart des écoles publiques ne prennent pas en compte les besoins spécifiques des handicapés moteurs. De nombreuses écoles ne sont pas conçues pour accueillir les handicapés physiques, ce qui fait de leur accès aux établissements d'enseignement un défi majeur. En outre, les politiques éducatives se sont principalement concentrées sur l'inégalité des revenus et la fracture entre les zones rurales et urbaines. Les politiques d'inclusion des enfants handicapés font défaut. Pourtant, l'éducation de ces enfants est essentielle à leur développement et à leur assurer des moyens de subsistance dans le futur (Moyi, 2017). Le défaut d'accessibilité physique conduit à de faibles taux de scolarisation chez ces enfants. Certains enfants handicapés ne peuvent pas accéder aux écoles en raison du manque de fauteuils roulants, et les écoles ne peuvent pas les accueillir en raison d'un manque d'infrastructures adaptées à leur condition. De plus, très peu d'enseignants ont été formés pour s'occuper d'enfants handicapés (Battle, 2020). La combinaison de ces facteurs qui conduisent à des inégalités basées sur des attributs physiques rend la plupart des écoles injustes.

Il existe également une fracture entre les zones rurales et les zones urbaines, les écoles des villes bénéficiant d'un plus grand d'accès par rapport à celles des zones rurales. Des travaux de recherche ont montré que bien que la majorité des élèves vit en milieu rural, le Kenya n'étant pas encore complètement urbanisé, les écoles qu'ils fréquentent manquent de fonds. Ainsi, ces établissement connaissent des pénuries de fournitures scolaires telles que les livres. De plus, les enfants ruraux doivent souvent parcourir plusieurs kilomètres à pied pour accéder aux écoles (Ibid.).

> « Les fortes pluies empêchent l'accès physique aux écoles à Dakar. »

43. Open school. http://openschoolskenya.org/static/blog-images/kibera_schools_a1_final.pdf

Au Sénégal, les personnes interrogées déclarent que la plupart des centres d'éducation sont situés à Dakar, alors que la majorité des gens vit encore dans les zones rurales. Ainsi, pour accéder à certaines de ces écoles, notamment dans l'enseignement supérieur, beaucoup doivent se rendre à Dakar et laisser leur famille derrière eux. Cela met la famille à rude épreuve, car elle doit trouver un logement pour ses enfants et subvenir à leurs besoins pendant la durée de leurs études. Cette situation est difficile, car la plupart des familles ont déjà du mal à subvenir à leurs besoins.

4.2.4 IMPACT DE LA COVID-19

La Covid-19 a accru les inégalités dans l'accès à l'éducation, dans un contexte déjà marqué par des défis. Les gouvernements sénégalais et kenyan ont essayé de proposer des cours en ligne ou par le biais de la radiodiffusion. Malheureusement, en raison des taux élevés de pauvreté, de nombreux étudiants n'ont pas pu accéder à ces services. Au Kenya, les répondants ont déclaré que les riches de Nairobi étaient en mesure d'engager des tuteurs privés, ce que les pauvres ne pouvaient pas se permettre. Une publication de la Kenyan Economic Update (2020) montre que seul un ménage sur dix avait accès à un tuteur pendant la pandémie. Cette proportion était de 21% dans les zones urbaines contre seulement 7% dans les zones rurales.

Si le ministère de l'éducation a mis à disposition de nombreuses plateformes d'apprentissage à domicile, la plupart d'entre elles n'ont pas connu le succès escompté, la radio n'atteignant que 9% des élèves des zones rurales et 10% des élèves des zones urbaines. Cet accès limité à l'éducation et aux enseignants a des effets prolongés qui peuvent entraver la croissance du capital humain. En outre, maintenant que l'école a repris et pour freiner la propagation de la Covid-19, les élèves doivent s'asseoir en dehors des classes dans les bidonvilles et ne sont pas autorisés à partager leurs manuels, ce qui se faisait avant la Covid-19. Par conséquent, les enfants qui n'ont pas de manuels sont perdus en classe et n'ont aucun point de référence, ce qui exacerbe les inégalités.

« Les parents aisés pouvaient soit engager des tuteurs privés, soit utiliser leurs moyens pour que leurs enfants accèdent à des cours en ligne, ce que les citadins pauvres ne pouvaient se permettre et, de ce fait, leurs enfants étaient laissés pour compte. »

Similarly, in Senegal, the government tried to air lessons through television, but not all children had access. However, private schools had online classes, and the parents of such students were able to afford the resources to ensure they did not fall behind. As such, these students were more privileged. A publication on the effect of Covid-19 shows that only 4.5% of the students had contact with their teachers during the closure of schools in Senegal. In turn, this led to many repetitions as most students were unable to pass their exams to proceed to the next grade. Unsurprisingly, repeaters have not increased much in private schools, suggesting these schools managed the pandemic well (Mbaye, 2021).

> « Contrairement aux écoles publiques, les écoles privées avaient des programmes en ligne. Le gouvernement a essayé de faire certains programmes à la télévision, mais si ceux qui ne disposaient pas d'une télévision n'y avaient pas accès. Donc, les enfants des écoles privées sont plus privilégiés. » Informateur clé, Sénégal.

4.2.5 SYNTHESE

Dans cette section, il a été démontré que l'accès à l'éducation n'est « juste » ni à Nairobi ni à Dakar, ces deux villes étant caractérisées par le manque d'accessibilité, d'abordabilité et d'adéquation. Ces défis mettent en évidence la nécessité de procéder à des réformes pour que l'éducation soit réellement accessible à tous, y compris aux citadins invisibles. Aujourd'hui, plus que jamais, la pandémie a montré, d'une part à quel point la pauvreté et les inégalités peuvent priver les plus démunis de leurs droits et d'autre part, la nécessité d'adopter des politiques inclusives, une volonté politique et des mécanismes de mise en œuvre pour s'assurer que personne n'est laissé en rade. L'accès à l'éducation est particulièrement important car il détermine la productivité d'une ville. Des citoyens plus instruits auraient accès à des emplois plus sûrs, ce qui renforcerait la productivité, le développement économique global et le bien-être humain dans ces villes.

« A quoi servent des politiques bonnes ou inclusives si elles ne peuvent être mises en œuvre de manière adéquate? La capacité institutionnelle, la volonté politique et des mécanismes de mise en œuvre bien définis ont le potentiel de bâtir des villes justes. »

Une de ces réformes consisterait en une budgétisation adéquate afin que les écoles publiques disposent des ressources nécessaires pour fonctionner efficacement. Il est nécessaire d'accroître les ressources allouées aux écoles publiques afin que tous les enfants bénéficient de la politique d'enseignement primaire gratuit. Ces ressources comprennent, entre autres, la fourniture de livres et d'infrastructures tels que des bureaux, une formation adéquate des enseignants, notamment sur la manière de traiter le handicap, et des salaires adéquats. Cela améliorerait à la fois l'adéquation et l'accessibilité financière des écoles, et préparerait les enfants, en particulier les citadins pauvres, à devenir des citoyens responsables sans enfoncer davantage leurs familles dans la pauvreté.

En outre, il est nécessaire de réglementer les écoles privées qui prolifèrent, car certaines se sont transformées en organisations à but lucratif qui exploitent les citadins invisibles. L'absence de réglementation a conduit à la manipulation des citoyens par les écoles privées soi-disant bon marché, car la qualité de leur enseignement n'est pas bien contrôlée ou évaluée. En fait, les recherches montrent que certaines de ces écoles visent à maintenir « le statu quo des quartiers informels, étant donné que ces zones sont difficiles à atteindre en termes d'offre d'éducation, en raison du fait qu'elles ne sont pas planifiées ou à cause de leur insécurité »[44]. La réglementation permettrait également de s'assurer que le secteur privé ne manipule pas les pauvres et que l'enseignement privé est de bonne qualité, accessible et abordable pour les pauvres. Par-dessus tout, il est nécessaire de concevoir des mécanismes de mise en œuvre adéquats pour les politiques d'éducation de base gratuite afin de s'assurer que ces politiques sont bien appliquées et que tout le monde en bénéficie, ce qui rendrait les villes justes.

44. Malenya. F. (2020). PP 328

Discussion: Synthèse des conclusions

05

Plusieurs défis et obstacles majeurs doivent être abordés pour améliorer la prestation des services publics et réduire les inégalités qui perpétuent la pauvreté. Ces enjeux cruciaux sont examinés ci-dessous.

Ne pas planifier l'urbanisation, c'est planifier l'échec, ce qui ne fera qu'exacerber la situation des citadins pauvres. Comme nous l'avons vu plus haut, les deux villes s'urbanisent rapidement et, bien que la proportion de la population urbaine soit plus faible à Nairobi qu'à Dakar,[45] la population urbaine de Nairobi n'est pas aussi importante que celle de Dakar, la ville abritant la majorité de sa population dans des quartiers informels. En outre, l'urbanisation dans les deux villes est caractérisée par l'exode rural et non par l'attraction urbaine, ce qui suggère que ces villes n'ont pas connu une transformation structurelle découlant d'une productivité accrue. Au lieu de cela, les villes sont caractérisées par une forte informalité et un secteur des services qui a tendance à avoir une productivité plus faible. En conséquence, ces villes ne peuvent pas connaître une croissance suffisante pour réduire la pauvreté. En outre, la croissance modérée que connaissent les villes ne profite qu'à un petit nombre d'individus, ce qui creuse encore davantage le fossé des inégalités. Dans ce contexte, les deux villes se caractérisent également par une population jeune, peu instruite et n'ayant pas accès aux services de base, tels que les soins de santé et l'assainissement. La combinaison de tous ces facteurs donne une situation très grave à laquelle il faut s'attaquer de toute urgence.

Le manque d'investissement dans la jeunesse minimisera en fin de compte les possibilités pour ces villes de tirer des dividendes de la transition démographique. Au Sénégal, la population des jeunes qui ne sont pas « scolarisés, employés ou en formation » représente environ 33% de la population totale, tandis qu'au Kenya, cette population est de 20%.[46] En outre, au Kenya, les jeunes représentent 29% de la population, tandis que les moins de 15 ans (jeunes de demain) représentent 39% de la population;[47] au Sénégal, la population âgée de 15 à 34 ans représente environ 34% de la population totale.[48] Alors que la population des deux pays est très jeune, leurs gouvernements ne veillent pas à ce que cette population bénéficie d'une éducation adéquate. Or, l'éducation a la capacité de réduire la pauvreté multigénérationnelle et d'améliorer le bien-être de la population.

La lutte contre les inégalités est une bataille générationnelle, et les jeunes jouent un rôle important dans ce combat, en particulier dans les villes susceptibles de connaître une transition démographique.

45. Comme indiqué dans la section ci-dessus, Nairobi accueille environ 33% de la population urbaine totale du Kenya, tandis que Dakar accueille environ 50% de la population urbaine totale du Sénégal.

46. Banque Mondiale (2022). https://data.worldbank.org/indicator/SL.UEM.NEET.ZS?locations=SN-KE

47. NCPD. (2020).

48. Selon les projections de l'ANSD (2020), la population totale est de 16,7 millions d'habitants, et la population âgée de 15 à 34 ans est d'environ 5,6 millions d'habitants. https:// investinsenegal.com/wp-content/uploads/2021/03/Rapport-sur-la-Population-du-Sngal-2020_03022021-1.pdf

S'occuper de cette population en veillant à ce qu'elle soit bien éduquée contribuera à rendre ces villes et ces pays plus justes. Par-dessus tout, lorsque les villes et les pays investissent dans cette population, il est également primordial de créer des opportunités pour la population en s'assurant que les villes peuvent stimuler la croissance économique et avoir suffisamment d'opportunités de création d'emplois pour que les jeunes puissent y contribuer. Ces villes peuvent connaître une transition démographique avec des taux d'urbanisation élevés, un capital humain plus important et davantage de possibilités. Cela contribuerait à rendre les villes justes en donnant à tous les enfants et à tous les jeunes des chances égales et en veillant à ce qu'ils soient bien préparés pour l'avenir.

Une **transition démographique** se produit lorsque les taux de fécondité et de mortalité diminuent au fur et à mesure qu'un pays se développe, ce qui entraîne le passage de taux de dépendance élevés à des taux faibles contribuant à accélérer le développement humain. (Samman & Watkins, 2017).

Le déclin de la mortalité infantile, accompagné d'un faible taux de fécondité, entraîne l'explosion démographique des jeunes avec moins de personnes à charge. Cela engendre alors des **« dividendes démographiques »** ou une **« bombe démographique »**. Les dividendes se produisent lorsque les décideurs investissent dans les possibilités d'absorption de cette population pour booster la productivité et la croissance économique. À l'inverse, si les investissements dans cette population sont insuffisants, que la dépendance augmente et qu'il n'y a pas de possibilités, la situation de ces pays se dégrade. (Samman & Watkins, 2017; Canning et al., 2015; Bloom et al., 1998).

Le manque de ressources dans la prestation de services éducatifs affecte de manière disproportionnée les pauvres des villes et crée des villes injustes. Les principales parties prenantes dans les deux pays ont déploré le manque de personnel dans les écoles, le manque de livres et d'autres équipements tels que les bureaux, le manque de compétences des enseignants et l'insuffisance de leurs salaires. Au Kenya, par exemple, les établissements scolaires manquent d'éléments de base tels que les manuels, en particulier dans les écoles des bidonvilles urbains. En outre, toutes les écoles demandent aux parents de payer des frais de scolarité pour les aider à gérer les écoles et à payer les salaires. Cela prive encore plus les pauvres de leurs droits, car ils ne peuvent pas payer les frais de scolarité ou les manuels. De même, au Sénégal, les écoles ne disposent pas de suffisamment de ressources pour offrir une éducation de qualité, de sorte que la plupart des diplômés sont inemployables. Par ailleurs, de nombreuses personnes ne voient pas la nécessité de poursuivre des études car elles ne peuvent pas mesurer la valeur de l'éducation. Il est donc prudent que les apprenants soient bien conseillés et préparés pour l'école, tout en fournissant des ressources pour garantir que ces écoles offrent des services de qualité.

Le manque de ressources adéquates est corrélé à un déficit d'allocation budgétaire. De nombreuses parties prenantes clés au Kenya ont exprimé leur inquiétude quant à l'insuffisance de l'allocation budgétaire aux gouvernements des comtés[49], malgré la mise en œuvre de la politique de décentralisation. Il semblerait que la majeure partie du budget reste au niveau central, paralysant les gouvernements des comtés qui ne sont pas en mesure de répondre aux besoins de leurs populations. Ce déficit budgétaire se caractérise par la pénurie d'écoles publiques adéquates et par l'incapacité de ces dernières à gérer l'affluence due à la mise en œuvre des lois et des politiques d'éducation de base gratuite dans les deux pays. Cette situation conduit à son tour à la prolifération d'écoles privées, dont certaines exploitent davantage les citadins invisibles, ce qui donne lieu à des villes injustes.

Bien que le secteur privé ait contribué à renforcer le secteur public, des lacunes en matière de contrôle existent, en particulier dans les zones urbaines pauvres, ce qui perpétue les inégalités intra-urbaines. Dans le secteur de l'éducation, on constate une augmentation de l'offre du secteur privé, qui complète les services fournis par le gouvernement. En général, le secteur privé n'est pas accessible aux pauvres, car il exige des frais élevés pour ses services. Dans les deux villes, le secteur privé, qui offre de meilleures infrastructures éducatives, est inabordable pour les pauvres. Cependant, comme nous l'avons vu plus haut, ceux qui sont abordables ne sont pas bien réglementés et manipulent les pauvres dans certains cas. Cette situation perpétue donc les inégalités en laissant les citadins invisibles sans recours et en rendant les villes injustes.

Le manque de volonté politique a également été évoqué comme un défi majeur dans la fourniture de services. Cela est particulièrement visible dans la budgétisation, la veille politique et les processus de passation de marchés. La gratuité de l'enseignement primaire a été instaurée afin de garantir le droit de chacun à une éducation obligatoire et de bonne qualité; cependant, cela n'a pas été le cas, principalement en raison de l'incapacité du gouvernement à superviser et à garantir la bonne mise en œuvre de la politique. Par exemple, le gouvernement a toléré la prolifération d'écoles privées à bas prix dans les quartiers pauvres des villes. Les écoles privées bénéficient d'incitations telles que des allègements fiscaux et des prêts de départ à faible taux d'intérêt. Cela est censé aider à allouer davantage de ressources aux écoles publiques, mais la réalité est tout autre (Malenya, 2020). Au contraire, ce manque de supervision a encore élargi le fossé entre les riches et les citadins invisibles.

49. The constitution of Kenya (2010) established 47 counties as lower-level government in charge of service provision, including education.

L'éducation de base gratuite est-elle une promesse non tenue?

L'incapacité à traduire efficacement la politique en un cadre de mise en œuvre qui profiterait à tous, y compris aux citadins invisibles, témoigne d'un manque de volonté politique.

La pandémie a aggravé les inégalités entre les riches et les pauvres en milieu urbain. Le manque de ressources pour la plupart des enfants, en particulier ceux issus de milieux défavorisés, pour accéder à l'éducation en raison de la pandémie a davantage creusé le fossé entre les nantis et les démunis, tels que les citadins invisibles. En outre, la revue documentaire a montré que, bien que le secteur informel emploie la majorité de la population, le gouvernement n'a pas réussi à le protéger pendant la pandémie, mais s'est concentré sur le secteur formel, qui n'emploie qu'une petite partie de la population. Dans ce cas, comment une ville peut-elle être qualifiée de juste si elle ne peut pas répondre aux besoins de tous ses citoyens? Comment une ville peut-elle progresser si une partie de sa population est laissée pour compte? Et comment planifier les villes pour qu'elles puissent pour répondre aux besoins de tous?

Il sera essentiel de relever ces défis pour que les pays, en particulier leurs villes, puissent répondre aux besoins d'une démographie galopante et que le bien-être de la population s'améliore. Comme nous l'avons vu plus haut, la pandémie de Covid-19 a nui aux efforts de réduction de la pauvreté dans les deux pays, en particulier dans leurs villes. Cela montre la nécessité de protéger les plus vulnérables et de veiller à ce qu'ils soient préservés de l'impact négatif des chocs. Avec des taux d'urbanisation élevés, il est plus prudent de relever ces défis de manière adéquate. Plus particulièrement, le manque d'infrastructures éducatives a un impact important sur le bien-être des personnes et sur la capacité de ces villes et pays à répondre aux besoins de la population, et donc à réduire la pauvreté et les inégalités.

Comment une ville peut-elle être qualifiée de juste si elle ne peut pas répondre aux besoins de tous ses citoyens, notamment les citadins invisibles?

NESCAFÉ

Le chemin vers des villes justes

06

L'urbanisation est une dynamique qui ne peut être enrayée, et chacun a un rôle à jouer pour que le processus soit bien géré.

Il faut planifier l'urbanisation afin de s'assurer que les villes ont la capacité de prendre en charge leur population, y compris les *citadins invisibles*. Comme on l'a vu plus haut, la conjonction d'une forte urbanisation et de faibles niveaux de croissance économique et de productivité, associée au manque de ressources, entraîne des taux d'inégalité élevés qui perpétuent la pauvreté, en particulier dans les villes, . L'urbanisation est une force qui ne peut être stoppée. Il est donc primordial que tout le monde, y compris les gouvernements centraux et locaux et les citoyens, joue un rôle pour s'assurer que ce processus profite effectivement à la population. De même, promouvoir la croissance économique est important, mais pas suffisant pour réduire la pauvreté et les inégalités ; des interventions mieux axées sur les citadins invisibles sont donc nécessaires. Le présent document propose les pistes suivantes pour réduire la pauvreté et les inégalités et contribuer à la création de villes justes.

Répondre aux besoins du secteur informel est important, car c'est un secteur essentiel à l'économie qui emploie la majorité de la population, en particulier dans les villes. Cette étude a établi que les travailleurs du secteur informel n'ont pas accès aux commodités de base, y compris à la protection sociale, dans les deux villes, et que cette situation a été aggravée par la pandémie. Il est essentiel que les gouvernements nationaux et locaux trouvent des moyens de garantir que les travailleurs informels bénéficient d'une couverture sociale et qu'ils sont protégés lors de catastrophes majeures, telles que la pandémie de Covid-19. Des politiques inclusives doivent être élaborées, et lorsqu'elles existent, elles doivent être bien mises en œuvre pour garantir que les travailleurs du secteur informel ne sont pas négligés. En outre, compte tenu du fait que les infrastructures sont essentielles à la productivité en raison de l'interconnexion, les deux gouvernements, devraient, lors de la planification de l'urbanisation, veiller à construire des infrastructures inclusives qui aideraient également le secteur informel à participer activement à l'économie. Par exemple, la construction de marchés équipés d'installations sanitaires, ainsi que l'encouragement des travailleurs informels à former des associations pour défendre leurs intérêts seraient utiles (FKE, 2021).

Il faut investir dans les jeunes, car ils représentent l'avenir. L'étude de cas fait état d'abandons scolaires chez les jeunes et d'un climat social marqué par de nombreux troubles qui entraînent des destructions d'infrastructures et compromettent l'accès à l'éducation. Ces grèves se produisent principalement dans les écoles publiques, ce qui suggère que les pauvres sont les plus touchés. En retour, cette situation perpétue les inégalités et augmente le niveau de pauvreté. Il est donc essentiel que les institutions gouvernementales à tous les niveaux ciblent les jeunes et les enfants pour s'assurer qu'ils acquièrent les compétences de base nécessaires pour améliorer le capital humain. Ceci est d'autant plus important que les niveaux de chômage sont en hausse dans les deux pays, en particulier chez les jeunes, comme démontré ci-dessus.[50] L'accès à l'éducation est donc vital, en particulier lorsque les niveaux d'urbanisation sont élevés, car il permettra aux jeunes de contribuer à l'économie lorsque le moment sera venu de réaliser les dividendes démographiques. Il est donc impératif de bien cibler cette population par le biais de programmes qui lui

50. Au Kenya, le taux de chômage en pourcentage de la population active totale a augmenté pour atteindre 5,73 % en 2020, contre 5,01 % en 2019. Au Sénégal, il est passé de 2,86 % en 2019 à 3,63 % en 2020. https://data.worldbank.org/indicator/SL.UEM.TOTL.ZS?locations=SN-KE

feront prendre conscience de l'importance d'être éduqué et de l'impact de l'éducation sur leur vie et sur le pays en général. Ces types de programmes devraient être intégrés dans les programmes d'enseignement, ainsi que dans les églises et autres lieux de rencontre, car tous les citoyens ont un rôle à jouer pour façonner l'avenir de ces enfants.

Les mécanismes de prestation de services publics dans les villes doivent être rationalisés pour répondre aux besoins d'une population croissante, notamment ceux des citadins invisibles. L'étude de cas sur l'accès à l'éducation à Dakar et à Nairobi a montré que les allocations budgétaires insuffisantes peuvent priver davantage les pauvres de leurs droits et creuser le fossé des inégalités. Plus précisément, le manque de ressources peut rendre l'éducation inabordable, car les parents doivent payer des frais supplémentaires malgré la politique d'éducation de base gratuite. En outre, la qualité de l'éducation est compromise en raison de la surpopulation, du manque de compétences et de motivation des enseignants, de l'inaccessibilité physique, notamment pour les personnes handicapées, entre autres facteurs. En conséquence, le gouvernement national et les autorités municipales doivent s'assurer que les écoles publiques, en particulier celles des quartiers informels, reçoivent un financement adéquat afin de garantir qu'elles sont mieux équipées pour tenir les promesses des politiques en place.

Des mécanismes de contrôle doivent être mis en place pour mieux réguler le secteur privé fournissant des services d'éducation dans les villes afin de prévenir la montée des inégalités. Il ne fait aucun doute que l'augmentation du nombre d'écoles privées a contribué à compléter l'offre de services dans le secteur de l'éducation. Cependant, l'absence de mécanismes permettant de mieux réglementer ces entités a conduit à la prolifération d'institutions à but lucratif qui prétendent fournir une éducation de qualité à bas prix, alors que ce n'est pas toujours le cas. En outre, les écoles privées qui sont effectivement en mesure de fournir une éducation de bonne qualité ne sont pas abordables pour les citadins invisibles. Pour relever ces défis, les gouvernements nationaux et locaux devraient développer et mettre en œuvre des mécanismes de contrôle pour s'assurer que le secteur privé fournit un service de bonne qualité, complète réellement le secteur public et garantit qu'aucun enfant n'est délaissé. Dans le cadre de ces mécanismes de suivi, il serait essentiel de s'assurer que toutes les écoles privées sont légalement enregistrées auprès du gouvernement national et disposent de tous les documents nécessaires pour fonctionner. Les citoyens doivent également s'impliquer en demandant des comptes à ces écoles, afin qu'elles tiennent leurs promesses.

Avant tout, la volonté politique est essentielle pour réduire les inégalités qui découlent de l'urbanisation rapide. Les institutions gouvernementales ont un rôle à jouer à tous les niveaux pour veiller à ce que tous les citoyens, indépendamment de leur origine ou de leur statut socioéconomique, bénéficient de la prestation de services d'intérêt public et aient le droit de satisfaire leurs besoins fondamentaux, y compris l'éducation.

Ce document a montré que le manque d'inclusion dans la fourniture de biens publics est dû à divers facteurs structurels et politiques ainsi qu'à l'absence de mécanismes de mise en œuvre qui garantiraient la bonne application des politiques et des réglementations. Par exemple, les citadins invisibles n'ont pas de protection sociale, n'ont pas accès à une éducation (de bonne qualité) et n'ont pas accès aux biens de première nécessité, tels que la nourriture et l'assainissement, et pourtant il existe des politiques qui stipulent que chaque citoyen a le droit de vivre une vie épanouie. Il est important de noter que les politiques doivent être accompagnées de mécanismes de mise en œuvre et de suivi adéquats, bien financés et prioritaires, afin de garantir qu'elles fonctionnent comme prévu. La volonté politique et la non-ingérence politique dans la fourniture des biens publics sont également essentielles à ce processus.

Au-delà de la volonté politique, il est nécessaire de veiller à ce que les politiques soient adaptables à l'évolution du contexte. Les données tirées des entretiens avec les informateurs clés et de la documentation disponible ont montré que les facteurs structurels influencés par le colonialisme définissent les processus politiques et le développement. Malheureusement, cela peut conduire à l'élitisme et à des niveaux plus élevés d'inégalités, où seuls quelques-uns bénéficient de ces structures. Il est donc essentiel que les responsables gouvernementaux (et les citoyens en général) se rendent compte que les politiques ne profitent plus aux personnes qu'ils servent, en particulier les pauvres. Les responsables à tous les niveaux doivent investir dans la recherche et le développement, comprendre le contexte local et les personnes qu'ils servent, et dialoguer avec les citoyens pour comprendre les défis auxquels ils sont confrontés. La voix des citoyens, en particulier celle des citadins invisibles, est extrêmement importante pour la prestation de services dans les villes. Ce n'est qu'en étant informés que les responsables peuvent réellement servir les personnes qui les ont élus et tenir leurs promesses et s'assurer que tout le monde en bénéficie, y compris les citadins invisibles.

RICOH
getzner
L'EMPEREUR DU GETZNER
HORLOGERIE
BIJOUTERIE
OCTEUR MONTRES
EPARATIONS
NTES GARANTIES

Références

07

Abizaid, O. (2019). Building a more inclusive and prosperous Dakar: recommendations from informal workers. Women in Informal Employment Globalizing and Organizing. WIEGO. https://www.wiego.org/sites/default/files/resources/files/Abizaid-Dakar-Baseline-Report-2019.pdf

AfDB. (2018). Africa Economic Outlook 2018. African Development Bank. https://www.afdb.org/fileadmin/uploads/afdb/Documents/Publications/African_Economic_Outlook_2018_-_EN.pdf

Alkire, S., & Deneulin, S. (2009). The human development and capability approach. In Deneulin, S. & Shahani, L. (Eds) An Introduction to Human Development and Capability Approach, 22-30. London: Earthscan.

Anand, S. & Sen, A. (1997). Concepts of human development and poverty: A multidimensional perspective. In: Poverty and Human Development: Human Development Papers 1997, pp. 1-20. New York: United Nations Development Programme.

Anas, M. (2017). Governance and Economic Growth in Africa. International Journal of Economics and Financial Research. Vol 3. P 323-331. https://www.arpgweb.com/pdf-files/ijefr3(12)323-331.pdf

ANSD. (2021). Enquête harmonisée sur les Conditions de Vie des Ménages (EHCVM) au Sénégal. Agence Nationale de la Statistique et de la Démographie.

APHRC. (2015). It is Time the Ministry Included Slum Children in the Free Education Bonanza. https://aphrc.org/blogarticle/its-time-ministry-included-slum-children-in-the-free-education-bonanza/

Aroyyo-Aroyyo, F (2021). Connecting the dots: people, jobs, and social services. The World Bank. Retrieved November 2021 https://openknowledge.worldbank.org/bitstream/handle/10986/35719/9781464816765.pdf?sequence=2&isAllowed=y

Balde et. Al. (2020). Labour market effects of Covid-19 in Sub-Saharan Africa: An informality lens from Burkina Faso, Mali, and Senegal. United Nations University. https://www.merit.unu.edu/publications/working-papers/abstract/?id=8514

Battle, D. (2020). The impact of COVID-19 on health care, education, and persons with disabilities in Kenya. https://pubs.asha.org/doi/pdf/10.1044/2020_PERSP-20-00097

Bojabotseha, T. (2011). Dualism and social formation of South Africa. African Journal of Hospitality, Tourism and Leisure. Vol. 1 (3) - (2011) ISSN: 1819-2025. https://www.ajhtl.com/uploads/7/1/6/3/7163688/botshabotseha_tp_article__1_1_3_.pdf

Bourguignon, F. (2003). The Poverty-Growth-Inequality Triangle. Washington, D.C: World Bank. Retrieved May 2019. http://siteresources.worldbank.org/INTPGI/Resources/342674-1206111890151/15185_ICRIER_paper-final.pdf

Brookings. (2020). Prerequisite to getting Africa's urbanization "Right." Brookings. https://www.brookings.edu/blog/africa-in-focus/2020/01/21/prerequisites-to-getting-africas-urbanization-right/

BMZ. (2021). Economic situation: strong role of small-scale enterprises. Federal Ministry for Economic Cooperation and Development. https://www.bmz.de/en/countries/senegal/economic-situation-48602

Collier, P. (2016). African urbanization. An analytic policy guide. Policy Brief International Growth Centre.

Cooper, E. (2021). Kenyan students keep setting their schools on fire. Where's the alarm. African arguments. https://africanarguments.org/2021/12/kenyan-students-keep-setting-their-schools-on-fire-wheres-the-alarm/

Datt et al., (2016). Growth urbanization and poverty reduction in India. National Bureau of Economic Research. Working Paper 21983.

Deléchat, C & Medina, M. (2020). What is the informal economy? IMF. https://www.imf.org/external/pubs/ft/fandd/2020/12/what-is-the-informal-economy-basics.htm

Development Aid (2021). African Countries Continue to have the Highest Poverty rates in the World. https://www.developmentaid.org/#!/news-stream/post/84943/highest-poverty-rates-in-africa

Dodman, D., Leck, H., Rusca, M., & Colenbrander, S. (2017). African urbanisation and urbanism: implications for risk accumulation and reduction. International Journal of Disaster Risk Reduction. (26), ISSN 2212-4209.https://doi.org/10.1016/j.ijdrr.2017.06.029

FES, (2020). Towards the just city. Friedrick-Ebert-Stiftung and Civil Society Urban Development Platform. Nairobi: Friedrich Ebert Stiftung. http://library.fes.de/pdf-files/bueros/kenia/19072.pdf

FES (2022). Towards the just city in Kenya. Just City Series -Kenya Survey. Manuscript in Preparation.

FKE. (2021). The informal Economy in Kenya. Federation of Kenya Employers and International Labour Organization. https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---ed_emp/---emp_ent/documents/publication/wcms_820312.pdf

Grysole, A. (2018). Private school Investments and Inequalities: Negotiating the future in Transnational Dakar. Cambridge University press. https://www.cambridge.org/core/journals/africa/article/private-school-investments-and-inequalities-negotiating-the-future-in-transnational-dakar/CC37F6C175E36C85408E61053E747723

ILO. (2020). Diagnostic De L'économie Informelle Au Sénégal. Organisation internationale du Travail.https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---ed_protect/---protrav/---travail/documents/publication/wcms_735752.pdf

Jedwab, R., & Vollrath, D. (2015). Urbanization without growth in historical perspective. Working Papers 2015-7, The George Washington University, Institute for International Economic Policy. Retrieved March 2018. https://www2.gwu.edu/~iiep/assets/docs/papers/2015WP/RemiJedwabIIEPWP20157.pdf

Sukkoo, K. (2009). Spatial inequality and economic development: theories, facts, and policies. In Urbanization and Growth, (Eds) Spence, M., Annez, P.C. & Buckley, R. M. pp 134-166. Washington, DC: Commission on Growth and Development. https://openknowledge.worldbank.org/bitstream/handle/10986/2582/470610PUB0Urba101OFFICIAL0USE0ONLY1.pdf?sequence=1&isAllowed=y

KNBS, (2019). Economic Surveys. Kenya Bureau of Statistics. https://s3-eu-west-1.amazonaws.com/s3.sourceafrica.net/documents/119074/Kenya-National-Bureau-of-Statistics-Economic.pdf

KNBS, (2020). Inequality trends and diagnostics in Kenya 2020. A Joint Report of the Kenya National Bureau of Statistics on Multidimensional Inequality. Kenya Bureau of Statistics. https://www.knbs.or.ke/wp-content/uploads/2021/07/Inequality-Trends-and-Diagnostics-in-Kenya-Report.pdf

KNBS, (2020b). Kenya comprehensive poverty analysis: children, youth, and women in focus. Kenya National Bureau of Statistics. https://www.researchgate.net/publication/343601594_Kenya_Comprehensive_Poverty_Report_Children_youth_womenmenelderly_From_national_to_county_level

KNBS, (2020c). Quarterly gross domestic product report. Third Quarter, 2020. https://www.knbs.or.ke/?wpdmpro=quarterly-gross-domestic-product-report-third-quarter-2020

Lall, S. V., J. Vernon, H., and Venables, A. J. (2017). Africa's Cities: Opening Doors to the World. World Bank, Washington, DC. https://openknowledge.worldbank.org/bitstream/handle/10986/25896/211044ov.pdf

Malenya, F. L. (2020). Basic education provision in Kenya's urban informal settlements. In J. Keengwe (Eds.), Handbook of research on diversity and social justice in higher education (pp. 308-332). IGI Global. https://doi.org/10.4018/978-1-7998-5268-1.ch018

Mbaku, J. (2021). Deepening Good Governance. Inclusion, Democracy, and Security. Foresight Africa. Brookings. https://www.brookings.edu/wp-content/uploads/2020/01/ForesightAfrica2020_Chapter2_20200110.pdf

Mbaye, et. al. (2021). What happened to Senegalese students after the Covid-19 school closure. Centre for Global Development https://www.cgdev.org/blog/what-happened-senegalese-students-after-covid-19-school-closure

Moreno-Monroy, A. I., & Veneri, P. (2018). Introduction. Divided cities: Understanding intra-urban inequalities (pp. 13–18). Paris: OECD Publishing.

Moyi, P. (2017). School participation for children with disabilities in Kenya. Sage Journals. https://doi.org/10.1177/1745499917740654

Mulinya & Orodho (2015). Free Primary Education Policy: Coping Strategies in Public Primary Schools in Kakamega South District, Kakamega County, Kenya. https://files.eric.ed.gov/fulltext/EJ1080614.pdf

Nafula et. al. (2020). Poverty and Distributional Effects of Covid-19 on Households in Kenya. AERC Working Paper. African Economic Research Consortium. https://media.africaportal.org/documents/03_Kenya-Covid-19-Nov-29.pdf

NCPD, (2020). The State of Kenya Population. Zero harmful Practices – Accelerating the Promise of ICPD 25. National Council for Population and Development. https://kenya.unfpa.org/sites/default/files/pub-pdf/state_of_kenya_population_report_2020.pdf

OECD, (2007). Transport, urban form and economic growth. Conclusion of Round Table 127. https://www.itf-oecd.org/sites/default/files/docs/rt137e_0.pdf

OECD, (2018), Divided Cities: Understanding Intra-urban Inequalities, Paris: OECD Publishing. http://dx.doi.org/10.1787/9789264300385-en

OECD, (2020). Africa urbanization dynamics 2020: Africapolis, mapping a new African geography. West African Studies. https://doi.org/10.1787/b6bccb81-en

Onsomu (2021). The Impact of Covid-19 on Industries without smokestacks in Kenya: The Case of Horticulture, ICT, and Tourism Sectors. African growth Initiative Brookings https://www.brookings.edu/wp-content/uploads/2021/07/21.07.27-Kenya-Covid-Update.pdf

Oranga, A. B. (2020). The role of urbanization in African human development: A cautionary tale. Doctoral Dissertation, The New School, New York.

Oranga, J., Obuba, E., & Nyakundi, E. (2020). Education as an instrument of poverty eradication in Kenya: successes and challenges. Open Journal of Social Sciences, 8, 410-424. https://doi.org/10.4236/jss.2020.89031

Oxfam. (2019). A Tale of Two Continents-Fighting Inequality in Africa. Oxfam International. https://www-cdn.oxfam.org/s3fs-public/file_attachments/bp-tale-of-two-continents-fighting-inequality-africa-030919-en.pdf

Page, J. et. al. (2020). Urban Economic Growth in Africa. A framework for Analyzing Constraints to Agglomeration. Brookings https://www.brookings.edu/wp-content/uploads/2020/09/20.09.28_urban_economic_growth_in_africa_FINAL.pdf

Rodrik, D. (2016). An African Growth Miracle? Journal of African Economies. 1-8, Doi: 10.1093/jae/ejw027.

Saghir, J., & Santoro, J. (2018). Urbanization in Sub-Saharan Africa. Meeting challenges by bridging stakeholders. Center for Strategic and International Studies.

Saghir, J. (2017). Sustainable Infrastructure Development in Sub-Saharan Africa: A View from the Ground. Institute for the Study of International Development. https://www.mcgill.ca/isid/files/isid/j_saghir_research_to_practice_policy_brief.pdf

Seck, A. (2020). Poverty Consequences of Covid-19 Pandemic-Induced Lockdowns in Senegal: Extent and Implications from a Household Survey. African economic Research Consortium. Working Paper. https://media.africaportal.org/documents/04_Senegal-Covid-19-Nov-29.pdf

Shimeles, A., & Nabassaga, T. (2017). Why is Inequality High in Africa. Working Paper. African Development Bank Group. https://www.afdb.org/fileadmin/uploads/afdb/Documents/Publications/WPS_No_246_Why_is_inequality_high_in_Africa_A.pdf

Shiundu, A. (2019). Dissatisfaction with "Free" Primary Education. Development & Cooperation. https://www.dandc.eu/en/article/kenya-even-poor-parents-send-their-kids-private-schools

Timmis, H. (2018). Jobs in Kenya: Opportunities and Challenges. Institute of Development Studies. https://assets.publishing.service.gov.uk/media/5afacd43ed915d0df4e8ce4d/Jobs_in_Kenya.pdf

Samuelson, P. A., (1954). The pure theory of public expenditure. Review of Economics and Statistics, 36(4), pp 387–89.

Turok, I., & McGrahanan, G. (2013). Urbanization and economic Growth: The arguments and evidence for Africa and Asia. International Institute for Environment and Development, 25 (2), 465-482. Doi: 10.1177/0956247813490908.

United Nations, (2015). World Urbanization Prospects: The 2014 Revision. Department of Economic and Social Affairs, Population Division. Retrieved on Apr 2018. https://esa.un.org/unpd/wup/Publications/Files/WUP2014-Report.pdf

UNDP, (2017). Income inequality trends in Sub-Saharan Africa: divergence, determinates and consequences. Odusola, A., Cornia, G., Bhorat, H. & Conceição, P. (Eds.) New York, NY: United Nations.

UNDP, (2020). Social economic impact of Covid 19 Pandemic. Green Policy Reform. https://www.greengrowthknowledge.org/sites/default/files/downloads/resource/UNDP-rba-COVID-assessment-Senegal.pdf

US Department of Labor's Bureau of International Labor Affairs, (2014). Senegal Minimum Advancement. https://www.refworld.org/pdfid/560e3e820.pdf

UNECA, (2017). An Overview of Urbanization and Structural Transformation in Africa. Economic Report on Africa 2017. https://www.uneca.org/sites/default/files/chapterimages/chap3_03_0.pdf

UNICEF, (2020). Analysis of multiples deprivations in secondary cities in Sub-Saharan Africa. UNICEF & UN HABITAT. https://www.unicef.org/esa/media/5561/file/Analysis%20of%20Multiple%20Deprivations%20in%20Secondary%20Cities%20-%20Analysis%20Report.pdf

Wan, G. 2012. Urbanization can be good for the environment. Asian Development Bank Institute. https://www.asiapathways-adbi.org/2012/12/urbanization-can-be-good-for-the-environment/

World Bank. (2016). Republic of Kenya: Kenya Urbanization Review. World Bank https://documents1.worldbank.org/curated/en/639231468043512906/pdf/AUS8099-WP-P148360-PUBLIC-KE-Urbanization-ACS.pdf

World Bank. (2018). Learning to realize education promise. World Development Report. The World Bank Group. https://www.worldbank.org/en/publication/wdr2018

World Bank, (2018). Piecing together the poverty puzzle. Poverty and shared prosperity. The World Bank, Washington, D.C.

World Bank, (2020). Kenya Economic Update: Navigating the Pandemic. The World Bank Group. https://documents1.worldbank.org/curated/en/957121606226133134/pdf/Kenya-Economic-Update-Navigating-the-Pandemic.pdf

World Bank, (2020b). Poverty and Shared Prosperity 2020. Reversals of Fortune. The World bank Group.

World Bank, (2021). World Bank financing helps to support Senegal in the fight against Covid-19. The World Bank Group Blog. https://www.worldbank.org/en/results/2021/08/31/world-bank-financing-helps-to-support-senegal-in-the-fight-against-covid-19

World Bank (2021). Socio-Economic Impacts of Covid -19 in Kenya on Households. The World Bank Group. https://openknowledge.worldbank.org/bitstream/handle/10986/35173/Socioeconomic-Impacts-of-COVID-19-in-Kenya-on-Households-Rapid-Response-Phone-Survey-Round-One.pdf?sequence=6&isAllowed=y

Annexe

08

Guide KII

Pour servir de base à la recherche, ces questions ont été posées sous l'angle de l'accessibilité (accès physique par tous les groupes sociaux), de l'abordabilité (les services sont-ils abordables pour tous les groupes sociaux?) et de l'adéquation (services fournis à des niveaux acceptables).

1. Dans quelle mesure la distribution des biens publics dans les villes africaines est-elle juste?

a) Dans quelle mesure considérez-vous que la distribution des biens publics (tels que l'accès à l'éducation et aux soins de santé) est juste ?

b) L'État fournit-il ces biens (établissements d'enseignement et soins de santé) aux citadins? Pourquoi?

c) Comment l'État décide-t-il de l'emplacement géographique de ces biens publics?

d) Croyez-vous que ces biens sont accessibles à tous, en particulier aux pauvres des villes (physiques, abordables, acceptables)?

e) À votre avis, qu'est-ce qui cause la division des villes dans votre pays, où une partie de la population a plus accès à ces biens que d'autres?

2. Impact de la Covid-19 sur la fourniture et l'accès aux biens publics

a) Comment la pandémie de Covid-19 a-t-elle affecté l'accessibilité et la fourniture de ces biens publics?

b) Selon vous, quelle couche de la population urbaine a été la plus touchée? Pourquoi?

c) Qu'a-t-on fait pour aider la population la plus touchée pendant la pandémie afin qu'elle ait accès aux services de base nécessaires à sa survie ?

d) Selon vous, qu'est-ce qui aurait pu être fait pour aider la population touchée pendant la pandémie ?

3. A quoi ressemblerait une fourniture plus juste des biens publics urbains?

a) A votre avis, à quoi ressemblerait une fourniture plus juste (accessible, abordable et acceptable) de ces biens publics, en général?

b) A quoi ressemblerait cette fourniture juste après la pandémie?

4. Changements nécessaires pour assurer une fourniture et un accès plus justes aux biens publics.

a) Que faut-il faire pour parvenir à une fourniture juste de ces biens publics urbains ?

b) Quels acteurs devraient être ciblés pour soutenir une fourniture plus juste des biens publics, et pourquoi?

c) Quel type de réformes (institutionnelles et politiques) serait nécessaire pour parvenir à une fourniture plus juste des biens publics?

5. Questions finales: Meilleures pratiques

a) Quelles leçons avez-vous tirées de la pandémie qui, selon vous, auraient un impact sur la planification pour une fourniture juste des biens publics urbains?

b) Si vous aviez la possibilité de mettre en œuvre trois changements pour garantir une ville juste (en termes d'accessibilité, d'abordabilité et d'acceptabilité), quels seraient ces changements?

c) Y a-t-il autre chose que vous aimeriez partager avec moi?

LES CITADINS INVISIBLES: PAUVRETÉ ET INÉGALITÉS DANS LES VILLES AFRICAINES À CROISSANCE RAPIDE

© Bureau de la Friedrich-Ebert-Stiftung Kenya, 2022